



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi
._._*._*._*._*._*



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

._._*._*._*._*._*

**DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT**

._._*._*._*._*._*

**SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU MALI
EN 2014 ET PERSPECTIVES POUR 2015**

Juillet 2015

TABLE DES MATIERES

Liste des tableaux et graphiques.....	i
Index des Abréviations.....	ii
RESUME	1
CONTEXTE.....	2
I. Environnement économique international.....	2
1.1.1. Les économies avancées	2
1.2. Inflation	3
1.3. Evolution des cours des matières premières	4
II. Secteur réel en 2014	6
2.1. Estimation des ressources et emplois du PIB	6
2.1.1. Croissance économique.....	6
2.1.2. Secteur primaire	6
2.1.3. Secteur secondaire	9
2.1.4. Secteur tertiaire	9
2.1.5. Consommation et Investissement.....	10
2.1.6. Evolution du PIB.....	10
2.1.6.1. Structure du PIB	10
2.1.6.2. Contributions des secteurs à la croissance	10
2.1.7. Inflation	11
2.2. Perspectives du secteur réel 2015	12
III. Finances publiques en 2014.....	14
3.1. Exercice budgétaire en 2014	14
3.1.1. Recettes et Dons.....	14
3.1.2. Dépenses totales et Prêts nets.....	14
3.1.3. Soldes budgétaires	15
3.1.4. Financement	15
3.1.5. Situation de la dette publique en 2014	15
3.1.5.1. La dette extérieure	16
3.1.5.2. La dette intérieure	16
3.1.6. Position du Mali par rapport aux critères de convergence de l'UEMOA.....	17
3.2. Perspectives des finances publiques en 2015	18
3.2.1. Recettes et Dons.....	18
3.2.2. Dépenses et Prêts Nets	18
3.2.3. Soldes budgétaires	18
3.2.4. Financement	18
3.2.5. Dette publique.....	18
3.2.5.1. La dette publique extérieure	18
3.2.5.2. La dette publique intérieure	19
IV. Balance des paiements	19
4.1. Estimation de la balance des paiements pour 2014	19
4.1.1. Compte des transactions courantes	19
4.2. Prévision de la balance des paiements pour 2015.....	20
4.2.1. Compte des transactions courantes	20
4.2.2. Compte de capital et d'opérations financières	21
V. Situation monétaire.....	22
5.1. Evolution de la situation monétaire en 2014	22
5.2. Perspectives monétaires en 2015	23
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	24
ANNEXES	26

Liste des tableaux et graphiques

Liste des tableaux

Tableau 1: Évolution de la part des secteurs dans le PIB de 2010 à 2014.....	10
Tableau 2: Contributions des secteurs à la croissance réelle du PIB.....	11
Tableau 3: Encours de la dette publique de 2010 à 2013 (Mrds de FCFA).....	16
Tableau 4: évolution des indicateurs de la dette extérieure du Mali de 2012-2014 (Mrds de FCFA).....	16
Tableau 5 : Situation des critères de convergence de 2012 à 2014	17

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution du taux de croissance mondiale selon les zones.....	2
Graphique 2: Evolution du taux d'inflation dans la zone UEMOA	4
Graphique 3: Evolution du taux de croissance réel du PIB de 2010 à 2014.....	6
Graphique 4: Evolution des taux de croissance sectoriels de 2010 à 2014	10
Graphique 5 : Évolution de l'inflation de 2010 à 2014	11
Graphique 6: Evolution des recettes, des dépenses et de la pression fiscale de 2012 à 2014.....	15

Index des Abréviations

ANAC	Agence Nationale d'Aviation Civile ;
AMO	Assurance Maladie Obligatoire ;
BAD	Banque Africaine de Développement ;
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest ;
BID	Banque Islamique de Développement ;
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement ;
BSI	Budget Spécial d'Investissement ;
BUMDA	Bureau Malien du Droit d'Auteur ;
CAF	Coût Assurance et Fret ;
CASCA	Cellule d'Appui aux Structures de Contrôle de l'Administration ;
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel ;
CDMT	Cadre des Dépenses à Moyen Terme ;
CED	Centre d'Education pour le Développement ;
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
CICB	Centre International de Conférence de Bamako ;
CLAC	Centre de Lecture et d'Animation Culturelle ;
CMDT	Compagnie Malienne pour le développement des Textiles ;
CNCM	Centre National de la Cinématographie du Mali ;
CNLP	Centre National de Lecture Publique ;
CPS	Cellule de Planification et de Statistique ;
CSCRP	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté ;
CSCOM	Centre de Santé Communautaire ;
DEF	Diplôme d'Étude Fondamentale ;
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique ;
DNAC	Direction Nationale de l'Action Culturelle ;
DNBD	Direction Nationale des Bibliothèques et de la Documentation ;
DNE	Direction Nationale de l'Emploi ;
DNJ	Direction Nationale de la Jeunesse ;
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement ;
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
DNPC	Direction Nationale du Patrimoine Culturel ;
DNSEP	Direction Nationale des Sports et de l'Education Physique ;
EDM	Energie du Mali.
EPEM	Equivalent Point d'Eau Moderne ;
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine ;
FED	Fonds Economique de Développement ;
FMI	Fonds Monétaire International ;
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation ;
INSTAT	Institut National de la Statistique ;
MAEP	Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs ;
MAP	Maison Africaine de la Photographie ;
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable et de Lutte Contre la Pauvreté ;
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement ;
OMS	Organisation Mondiale de la Santé ;
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal ;
ONG	Organisation Non Gouvernementale ;
ONU	Organisation des Nations Unies ;
PDDSS	Plan Décennal de Développement Socio Sanitaire ;
PER	Programme Economique Régional
PIB	Produit Intérieur Brut ;
PMA	Paquets Minimum d'Activité (services de santé au Mali) ;
PMH	Pompe à Motricité Humaine ;
PPTÉ	Pays Pauvres Très Endettés ;
PRODESS	Programme de Développement Social et Sanitaire ;
PTF	Partenaire Technique et Financier ;
PRODEJ	Programme Décennal de Développement de la Justice ;
PROSEA	Programme Sectoriel Eau Potable et Assainissement ;
RAMED	Régime d'Assistance Médical ;
SLIS	Système Local d'Information Sanitaire ;
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État

RESUME

Au Mali, l'année 2014 a été marquée par la poursuite du processus de négociation et de réconciliation nationale avec la tenue des pourparlers inter maliens d'Alger. Processus engagé suite à la crise socio-politique et sécuritaire que le pays a connu en 2012 et, qui a abouti à la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement du Mali et les groupes armés du Nord ». Elle a été aussi marquée par la reprise de la coopération avec les Partenaires Techniques et Financiers après la suspension pendant six mois des appuis budgétaires, les contraintes de l'épidémie EBOLA et la préparation du document de la Stratégie Commune d'Accompagnement Pays (SCAP II) 2015-2018.

Au plan international, il faut signaler une stabilisation de l'activité économique mondiale. Le taux de croissance du PIB mondial s'est situé au même niveau en 2013 et 2014, soit 3,3%¹ en 2012.

Au plan national, l'environnement économique a été marqué par une amélioration de l'activité économique. Le taux de croissance a connu une hausse de 5,5 points de pourcentage. Il est passé de 7,2% en 2014 contre 1,7% en 2013. Cette hausse est imputable principalement aux secteurs primaire (10,4%) et secondaire (9,2%). Le niveau des prix a été maîtrisé avec un taux d'inflation de 0,9% en 2014 contre -0,6% en 2013. Ce niveau respecte la norme communautaire de l'UEMOA (3,0% maximum).

Dans le domaine des finances publiques, les recettes et dons ont atteint 1213,6 milliards de FCFA en 2014 contre 1137,2 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 6,7%. Cette hausse est en lien avec la reprise de l'activité économique et l'aide publique au développement. Le niveau de la pression fiscale s'est situé à 15,0% en 2014 contre 14,7% en 2013. Ce niveau reste toujours inférieur à la norme communautaire de 17% minimum. Les dons se sont situés à 157,5 milliards de FCFA en 2014 contre 186,0 milliards de FCFA en 2013, soit une baisse de 15,3%, en rapport avec la suspension pendant six mois de l'appui budgétaire. S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés en 2014 à hauteur de 1419,8 milliards de FCFA contre 1292,4 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 9,9%.

Le solde budgétaire de base s'est amélioré en s'affichant à -55,0 milliards de FCFA en 2014 contre -160,4 milliards de FCFA en 2013. En pourcentage du PIB, il a été de 2,5% en 2014 contre -2,9% en 2013. Le financement global destiné à couvrir le déficit base caisse de l'Etat a été de 206,3 milliards de FCFA en 2014 contre 155,2 milliards de FCFA en 2013. Ce financement est structuré en grande partie de ressources intérieures à hauteur de 133,9 milliards de FCFA et de ressources extérieures pour 72,4 milliards de FCFA en 2014 contre respectivement 53,4 et 103,8 milliards de FCFA en 2013.

Au 31 décembre 2014, l'encours de la dette publique à moyen et long termes est estimé à 1930,0 milliards de FCFA contre 1698,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2013. Il comprend la dette intérieure pour 445,4 milliards de FCFA soit 23,1% du total et la dette extérieure pour un montant de 1 484,6 milliards de FCFA soit 76,9% de l'encours total.

Compte tenu de toutes ces évolutions, le solde global de la balance des paiements est ressorti à -134,8 milliards en 2014, après 64,1 milliard en 2013.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire à -181,6 milliards de FCFA en 2014 contre -79,1 milliards en 2013, en rapport avec la détérioration du solde des transactions courantes. La situation monétaire a été marquée par une amélioration des avoirs extérieurs nets (-17,8%), une progression du crédit intérieur (+24,5%) et un raffermissement de la masse monétaire (+7,1%).

En perspectives, le taux de croissance du PIB réel ressortirait à 5,0% en 2015, sous l'effet de l'orientation favorable de la production agricole, de l'essor de la production des bâtiments et travaux publics, du regain de l'activité du commerce et des transports et télécommunications.

¹ FMI, Perspectives Economiques Mondiale, Edition janvier 2015

CONTEXTE

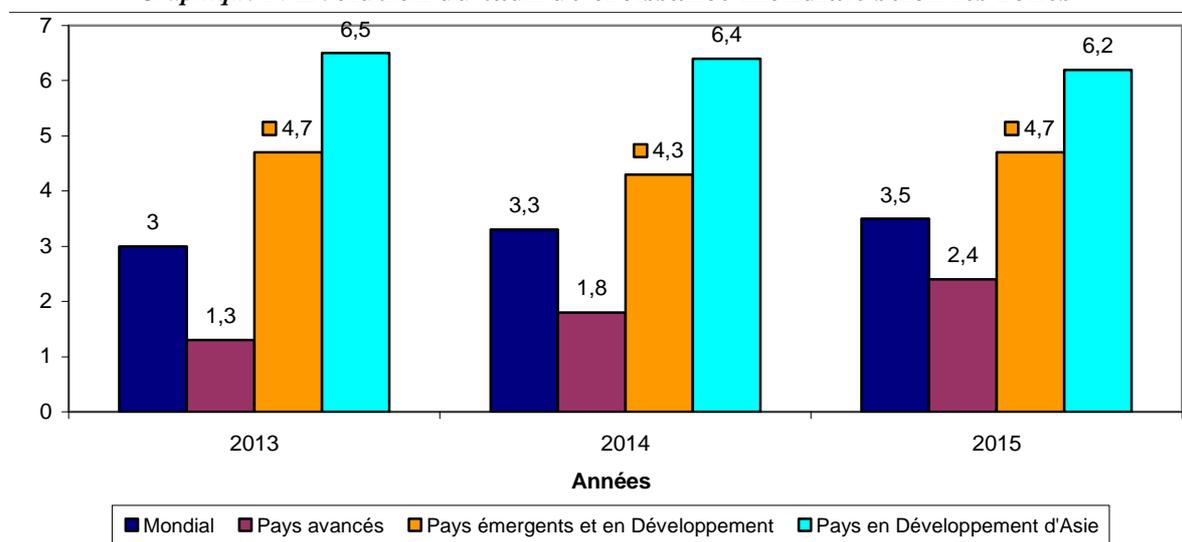
I. Environnement économique international²

L'environnement économique international serait marqué en 2015 par un accroissement de l'activité économique mondiale. Le taux de croissance du PIB mondial ressortirait à 3,5% en 2015 contre 3,3% en 2014.

1.1. Croissance

Au plan international, la baisse du cours de pétrole (suite à l'augmentation de l'offre) donnera un coup d'accélérateur à la croissance mondiale au cours des deux prochaines années. Elle permettra d'augmenter le pouvoir d'achat et la demande privée dans les pays importateurs de pétrole. L'impact devrait être plus marqué dans les pays avancés importateurs de pétrole, où la répercussion sur le prix payé par l'utilisateur final devrait être plus élevée que dans les pays émergents ou en développement importateurs de pétrole.

Graphique 1: Evolution du taux de croissance mondiale selon les zones



Source : FMI, Perspectives Economiques Mondiales, Edition de janvier 2015

1.1.1. Les économies avancées

Dans les pays avancés, le taux de croissance du PIB devrait s'améliorer en s'établissant à 2,4% en 2015 contre 1,8% en 2014. Parmi les principaux pays avancés, la croissance aux *États-Unis* a rebondi davantage que prévu (3,6%) après 2,4% en 2014. Le chômage continue de baisser mais les tensions inflationnistes sont restées plus modérées, ce qui s'explique aussi par l'appréciation du dollar et la baisse des prix du pétrole. La demande intérieure serait forte suite à la baisse des prix du pétrole, la modération de l'ajustement des finances publiques et le soutien persistant d'une politique monétaire accommodante.

Dans la zone euro, le taux de croissance du PIB réel passerait de 0,8% en 2014 à 1,2 % en 2015. L'activité économique devrait être soutenue par la baisse des prix du pétrole, un nouvel assouplissement de la politique monétaire (qui est déjà plus ou moins anticipé sur les marchés financiers et pris en compte dans les taux d'intérêt), une politique budgétaire plus neutre et la dépréciation récente de l'euro.

²Source : FMI, Perspectives Economiques Mondiales, Edition Janvier 2015

Aux États-Unis, le PIB réel devrait s'établir à 3,6% en 2015 contre 2,4% en 2014, en rapport avec la baisse du prix de pétrole. Le recul bien plus net des prix du pétrole semble indiquer une contribution importante de facteurs liés à l'offre, y compris la décision de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) de maintenir les niveaux de production actuels en dépit de la hausse régulière de la production de pays non membres de l'OPEP, en particulier les États-Unis.

Au Japon, le taux de croissance devrait s'améliorer en s'établissant à 0,6% en 2015 contre 0,1% en 2014. La réaction des autorités (assouplissement quantitatif et qualitatif supplémentaire de la politique monétaire et report du deuxième relèvement du taux de la taxe à la consommation) contribuera à un rebond progressif de l'activité. Aussi, la baisse des prix du pétrole et la dépréciation du yen porteront la croissance au-dessus de sa tendance en 2015 et 2016.

Dans les Pays émergents et en développement, le taux de croissance économique devrait ressortir à 4,3% en 2015 contre 4,4% en 2014. Dans cette zone, la croissance varie d'une région à une autre. Il ressortirait un ralentissement de la croissance en Chine et ses implications pour les pays émergents d'Asie et une détérioration sensible des perspectives en Russie. En Asie, la croissance a atteint 6,4% en 2015 contre 6,5% en 2014. Les économies des pays d'Amérique Latine et Caraïbes enregistreront un taux de croissance de 1,3% en 2015 contre 1,2% en 2014. En Chine, le taux de croissance devrait ressortir à 6,8% en 2015 contre 7,7% en 2014. S'agissant de l'Inde, le taux de croissance s'établirait à 6,3% en 2015 contre 5,8% en 2014.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB s'établira à 4,9% en 2015 contre 4,8% en 2014, imputable à la baisse des prix du pétrole et des produits de base mais aussi des perspectives plus moroses pour le Nigéria et l'Afrique du Sud.

Dans la zone UEMOA, la croissance du PIB réel est estimée à 6,8% en 2014 contre 5,8% en 2013. Cette amélioration est en lien notamment avec la poursuite du dynamisme des activités économiques entamées depuis 2012. En 2015, un taux de croissance de 7,2% est attendu avec une amélioration dans tous les Etats membres. Cependant des risques pèsent sur ces perspectives notamment la baisse de la demande en provenance de la zone euro, l'épidémie à virus Ebola et la crise sécuritaire dans le sahel.

1.2. Inflation³

En 2015, l'environnement économique international serait marqué par l'amélioration de l'activité économique et la baisse des prix des principaux produits de base. Dans les pays avancés, le taux d'inflation passerait de 1,4% en 2014 à 1,0% en 2015. Les tensions inflationnistes devraient rester élever dans les pays émergents et en développement.

Aux Etats- Unis: le taux d'inflation passerait de 2,6% en 2014 à 3,5% en 2015, en rapport avec le recul des sous emplois des ressources économiques et le début d'augmentation des tensions sur les coûts.

Dans la zone euro: le taux d'inflation annuel moyen se situerait à 1,1% en 2015 contre 0,7% en 2014, suite notamment au recul des prix des services de santé, des transports et télécommunications.

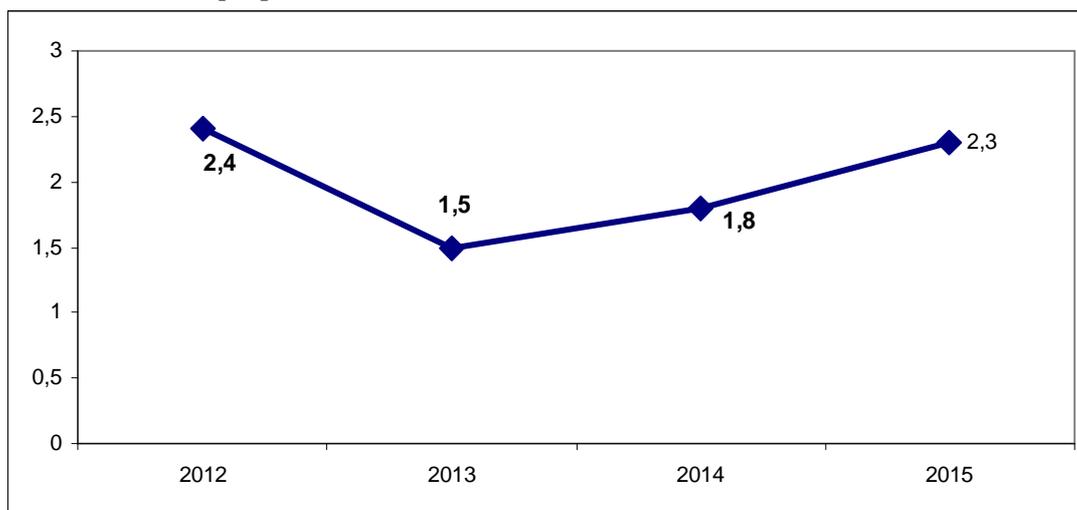
Dans les pays d'Amérique Latine et aux Caraïbes: l'inflation globale se ralentirait en janvier 2015 en s'établissant à 8,1% contre 9,4% en 2014, en lien avec la chute des prix du pétrole et des produits alimentaires.

³ Source : Perspectives Economiques de l'OCDE, Edition mai 2014

En Afrique Subsaharienne: le taux d'inflation s'établirait à 5,8% en 2015 contre 6,2% en 2014. Mais les dépréciations monétaires éventuelles pourraient de nouveau pousser les prix à la hausse (par exemple au Malawi). Des tensions supplémentaires pourraient aussi être engendrées par les effets différés des hausses de salaires récentes et prévues (Tanzanie), l'abondance de liquidité ou la croissance rapide du crédit au secteur privé (Mozambique), ou dans les pays où le rééquilibrage des finances publiques n'est pas terminé (Ghana, Zambie).

Dans la zone UEMOA, la hausse du niveau général des prix pour l'ensemble de l'Union devrait rester modérée en 2014 et 2015. Elle se situerait autour de 1,8% en 2014 et de 2,3% en 2015, en phase avec l'objectif d'inflation dans la Zone UEMOA. La légère remontée de l'inflation serait imprimée essentiellement par le renchérissement attendu des produits alimentaires, notamment des céréales.

Graphique 2: Evolution du taux d'inflation dans la zone UEMOA



Source : Rapport surveillance multilatérale UEMOA.

1.3. Evolution des cours des matières premières

Dans l'ensemble, les cours de nombreuses matières premières vont baisser en 2015 en rapport notamment au ralentissement de la demande mondiale notamment le pétrole, l'or, le coton et le sucre.

Riz: de façon générale, le prix du riz a baissé entre 2014 et 2015. Le prix du riz Thaïlandais (première qualité) s'établirait à 392,8 \$/mt en 2015 contre 399,4 \$/mt en 2014, soit une baisse de 1,6%. Quant au riz du Vietnam, son cours passerait de 269,1 \$/mt en 2014 à 265,0 \$/mt en 2015, soit une baisse de 1,5%.

Sucre: après plusieurs années de hausse, le cours du sucre suivra sa tendance baissière en 2015 en liaison notamment avec la croissance de la production mondiale. Le cours du sucre ressortirait à 0,35 \$/kg en 2015 contre 0,37 \$/kg en 2014, soit une baisse de 5,4%.

Coton: le cours du coton s'établirait à 1,60 \$/kg en 2015 contre 1,83 \$/kg en 2014, soit une baisse de 12,6%.

Or: le cours de l'or devrait baisser de 2,05% en s'établissant à 1,240 \$/toz en 2015 contre 1,266 \$/toz en 2014. La conjoncture économique mondiale est peu satisfaisante et les difficultés de la zone euro renforcent le rôle de réserve de l'or.

Pétrole: le cours du pétrole ressortirait à 53,2 dollars/baril en 2015 contre 96,2 dollars/baril en 2014, soit une baisse de 44,7%. Cette baisse serait en lien avec l'augmentation de l'offre de pétrole et le ralentissement des activités des grands pays consommateurs de pétrole notamment certains pays d'Asie.

Phosphates: le cours du phosphate a chuté de 0,2% en 2015 en ressortissant à 110,0 \$/mt en 2015 contre 110,2 \$/mt en 2014.

Huile de palme: son cours moyen serait de 700 \$/mt en 2015 contre 821 \$/mt en 2014, soit une baisse de 14,7%. Cette évolution est consécutive notamment à la baisse de la consommation en Chine et en Inde.

Huile d'arachide: le cours moyen de l'huile d'arachide passerait de 1,313 \$/mt en 2014 à 1,400 \$/mt en 2015, soit une hausse de 6,6%.

II. Secteur réel en 2014

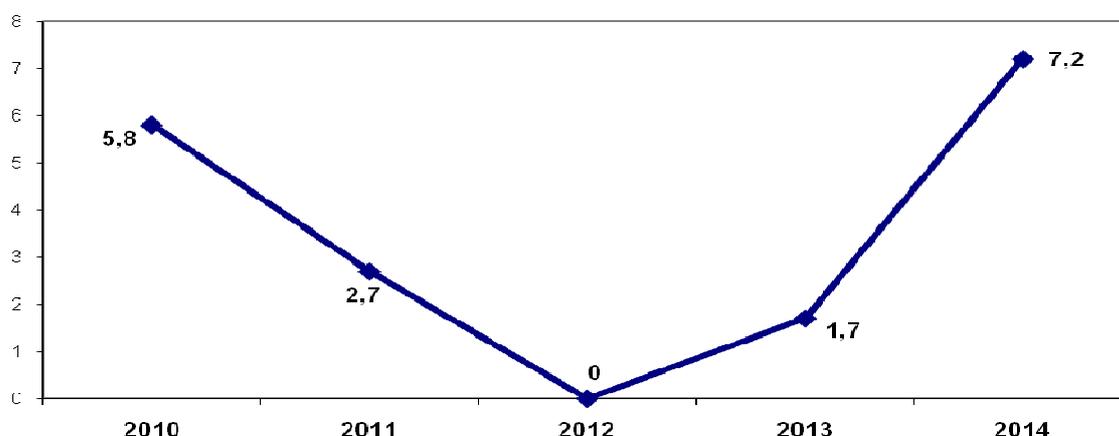
2.1. Estimation des ressources et emplois du PIB

2.1.1. Croissance économique

Le taux de croissance réelle du PIB est ressorti à 7,2% en 2014 contre 1,7% en 2013. Cette performance est imputable principalement aux secteurs primaire et secondaire dont les valeurs ajoutées ont connu respectivement des hausses de 10,4% et 9,2% en 2014 contre -7,5% et 5,5% en 2013.

L'économie malienne a enregistré une croissance moyenne de 3,5% du PIB sur les cinq dernières années (2010-2014). Cette croissance a été tirée essentiellement par le secteur primaire avec un taux de croissance moyen de 4,3%.

Graphique 3: Evolution du taux de croissance réel du PIB de 2010 à 2014



Source : INSTAT, Compte Nationaux Mars 2015

2.1.2. Secteur primaire

Le taux de croissance du secteur primaire a été de 10,4% en 2014 contre -7,5% en 2013. Cette progression s'explique par la hausse de la production de l'agriculture (14,8%) notamment l'agriculture vivrière hors riz (22,7%) et la branche consolidée du coton (24,5%).

Les activités de production de la campagne ont été conduites par une population agricole estimée à environ 13 901 020 dont 50,02% de femmes. Les superficies cultivées des différentes céréales au cours de la campagne 2014/2015 sont évaluées à 4 501 380 ha contre 3 660 988 ha en 2013/2014 ; soit une augmentation de 23% par rapport à la campagne 2013/2014.

Toutes les superficies céréalières ont connu des augmentations significatives aussi bien comparativement à la campagne précédente que par rapport à la moyenne des cinq (5) dernières années. Les plus grandes superficies sont enregistrées au niveau du mil soit 39% et du sorgho soit 27%.

Tableau 1 : Production Céréalière de la Campagne 2014/2015

	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Blé/orge	Total
Kayes	57 405	242 618	64 558	170 639	2 154	0	537 374
Koulikoro	244 224	403 610	75 458	265 260	2 072	0	990 624
Sikasso	219 903	326 631	268 237	1 196 663	2 145	0	2 013 578
Ségou	608 789	225 488	1 031 269	105 847	22 767	753	1 994 913
Mopti	488 987	61 743	383 295	2 808	8 144	0	944 978
Tombouctou	95 736	11 791	260 709	2 809	-	44 100	415 145
Gao	-	-	83 305	-	-	815	84 120
Total	1 715 044	1 271 880	2 166 830	1 744 026	37 284	45 668	6 980 733

Source : EAC

Tableau 2 : Evolution de la production agricole de 2012 à 2014 (unité=Tonnes).

Spécifications	Production 2012-2013	Production 2013-2014	Production 2014-2015
Riz	1 914 867	2 211 920	2 166 830
Maïs	1 713 736	1 502 717	1 744 026
Sorgho	1 212 440	819 605	1 271 880
Mil	1 772 275	1 152 331	1 715 044
Fonio	40 071	22 090	37 284
Blé Orge	21 038	27 430	45 668
Total	6 674 427	5 736 093	6 980 733

Source : EAC

La production céréalière totale de la campagne 2014/2015 est estimée à 6 980 733 tonnes contre 5 736 093 tonnes en 2013/2014 soit un accroissement de 21,7% et 12,82% par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes. Elle se compose de 31% de riz ; 25% de maïs ; 24,6% de mil ; 18,2% de sorgho, 0,6% de blé et 0,5% de fonio.

L'analyse des résultats montre que le riz et le maïs, de par leur constance, restent toujours les cultures céréalières satellites du pays avec environ 56 % de la production totale. Cette situation est due au fait que ces deux cultures répondent mieux aux efforts d'intensification entrepris par le gouvernement depuis l'avènement de l'Initiative Riz (subvention des engrais ; aménagements rizicoles, équipement des producteurs, appui-conseil). Les autres spéculations évoluent en dents de scies en fonction du comportement de la pluviométrie et des ennemis des cultures.

La production de coton graine est estimée à 547 700 tonnes en 2014/2015 contre 440 000 tonnes en 2013/2014 soit une hausse de 24,7% en lien avec la bonne répartition des pluies.

La situation pastorale et zoo sanitaire est dans l'ensemble satisfaisante. Les conditions générales d'élevage sont globalement moyennes à bonnes au centre et au sud du pays et moyennes à mauvaises dans les régions de Tombouctou, Gao et le Sahel Occidental où une plus longue soudure pastorale est attendue à cause de la faible production de biomasse.

Les prix des animaux sont normaux mais connaîtront une baisse significative dans les zones de mauvais pâturage où les termes de l'échange seront défavorables aux éleveurs à la soudure. La persistance de l'insécurité dans le nord et le centre du pays affecte l'accès aux marchés et les activités génératrices de revenus.

La Production de biomasse herbacée disponible est de 68 764 850 tonnes de MS sur lesquelles 22 921 616 tonnes de MS sont disponibles pour le cheptel. La production de 79 047 tonnes fourrages cultivés dont 66 855 tonnes de bourgou. La production de 11 251 315 tonnes de résidus de récolte disponible pour le cheptel. La production fourragère estimée disponible pour le cheptel est de 34 251 978 T de MS. Les besoins du cheptel en Matières Sèches (MS) sont estimés à 24 611 071 tonnes de MS; le bilan fourrager dégage un excédent théorique de 9 640 906 tonnes de MS.

Les productions de 54 510,506 tonnes de viandes issues d'abattages sur une prévision de 65 000 tonnes, soit 84% des objectifs de production.

Embouche de 53 784 têtes de bovins sur une prévision de 40 000, soit 134%, 6095 têtes de caprins sur une prévision de 12 000, soit 50,8% et 99 301 têtes d'ovins sur une prévision de 130 000, soit 76%.

Insémination artificielle de 4550 vaches fécondées par insémination artificielle (45,65% des objectifs) au bénéfice de 681 éleveurs répartis dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, et le District de Bamako.

La production de 322 585 pièces de cuirs verts et 820 741 pièces de peaux ovines et caprines vertes.

L'exportation d'animaux vivants : 138 790 bovins ; 445 977 ovins ; 52526 caprins, 1578 équins, 853 asins, 176 371 volailles et 1327 camelins exportés, des cuirs : 3761,652 tonnes, peaux ovines/caprines : 483 998 tonnes.

Les branches de l'élevage et de la pêche ont enregistré respectivement en moyenne une croissance de 2,6 % et 2,8% sur la période 2012-2014 contre une prévision moyenne de 4,7% et 3,9% sur la même période.

Concernant les activités de pêche, il a été réalisé en débarquement contrôlés 80 303 tonnes en équivalent frais en 2014 contre 99 552 tonnes une année plus tôt.

Quant à la pêche, le développement de l'aquaculture constitue depuis plusieurs années l'alternative pour améliorer la production de poisson.

De multiples actions sont mis en œuvre notamment la production d'alevins ; l'empoissonnement des plans d'eau ; la mise en place d'infrastructures piscicoles ; la mise en place d'un programme de subvention des intrants de pisciculture (alevins et aliments pour poisson) dans un cadre global de la subvention des intrants d'agriculture ; la formations des agents et producteurs ainsi que la collaboration avec d'autres acteurs étatiques évoluant dans le domaine de la promotion de la pisciculture.

Les productions aquacoles est passée de 2197 tonnes en 2013 à 1953 tonnes en 2014 soit une baisse de 11,1%, les productions des pêches de capture sont ressorties à 99552 tonnes en 2013 contre 80303 tonnes en 2014 soit une baisse de 19,3%.

La production d'alevins a connu un essor particulier avec la mise en place d'écloseries fonctionnelles par les projets et programme du sous- secteurs ainsi que par des acteurs privés de façon synergiques avec la direction nationale de la pêche.

La quantité de lait collectée est de 3946,766 tonnes dans les différents centres et points de collecte recensés contre 2 950 tonnes en 2013.

S'agissant des œufs de volaille, la production totale se chiffre en 2014 à 399 685 612 contre 367 050 376 unités pour l'ensemble du pays. Cette production provient essentiellement du secteur avicole moderne

avec environ 99% de la production totale. Le secteur traditionnel ne représentant que 1% de cette production.

2.1.3. Secteur secondaire

Le taux de croissance du secteur secondaire s'est établi à 9,2% en 2014 contre 5,5% en 2013. Cette hausse est imputable principalement aux branches «textile» et « Industries manufacturières» avec des taux de croissance respectifs de 28,4% et 22,8% en 2014 contre -4,8% et 4,8% en 2013. La branche «Agroalimentaire-boisson-tabac» a enregistré une hausse de 35,0% de la production en 2014 contre une réalisation de 14,1% en 2013.

Au titre des réalisations physiques, on pourrait noter :

- la construction de 69 km de routes bitumées (10 Km voie d'accès à la Cité universitaire de Kabala, 17 Km route Koro-Frontière Burkina Faso et 42 Km sur la route Manantali-Mahina) et 140 Km de routes en terre (Bandiagara-Douentza et bretelle Tongo-Tongo) en terre ;
- la réhabilitation d'un total de 168,119 Km de routes bitumées (123,19 Km sur la route Bamako-Ségou, 3 Km sur la corniche à Bamako et 42 Km sur la route Sikasso-Hérémakono:);
- l'entretien courant de : 8 345,29 Km du réseau de routes principales dont 4 788,29 Km (57,38%) de routes revêtues et 3 557 Km (42,62%) de routes en terre ; de 2 409 Km de pistes dans la zone CMDT/OHVN ; et l'entretien de 446,6 Km de pistes dans le cadre du PST2.

Les activités dans les BTP génèrent beaucoup d'emplois et favorisent la distribution de revenus au profit des ménages. Ces dernières années, la branche BTP a été l'une des branches les plus dynamiques de l'économie malienne. Elle a un fort effet d'entraînement sur le commerce, les industries de production de matériaux de construction, les activités d'ingénieries conseils et d'architecture.

Dans la branche «Electricité et eau» la production a, dans une moindre mesure, enregistré une hausse de 10,0% en 2014 contre 9,9% en 2013. La qualité du service public de l'électricité a été améliorée grâce à la mise en service de: (i) la centrale hydroélectrique de Félou (60 MW), construite dans le cadre de l'OMVS, avec un apport de 27 MW en renforcement de la capacité du système interconnecté national ; (ii) la location d'une centrale thermique de 40 MW à Dakar au Sénégal qui a permis de combler le déficit de production d'énergie électrique et d'atténuer fortement le délestage.

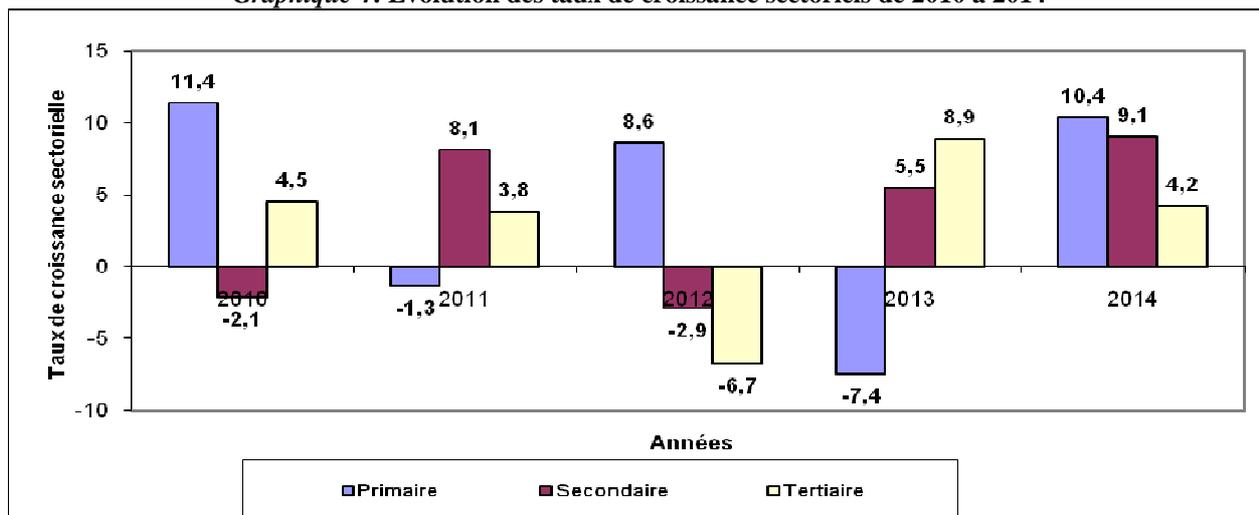
Dans la branche d'activité «industries textiles», le taux de croissance est passé de -4,8% en 2013 à 28,4% en 2014. La hausse de la croissance dans cette branche est due à la hausse de la production de coton. L'industrie textile est dominée par les unités d'égrenage de coton.

Pour les industries extractives, la croissance est ressortie à -2,2% en 2014 contre 1,5% en 2013. La fluctuation de la croissance est imputable à l'évolution de la production d'or dans les sociétés minières.

2.1.4. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 3,6% en 2014 contre 8,9% en 2013. Cette baisse est en grande partie imputable à la branche « commerce » et « autres services marchands non financiers», qui sont ressorties respectivement à 2,0% et 3,0% en 2014 contre 8,0% et 15,0% en 2013.

Graphique 4: Evolution des taux de croissance sectoriels de 2010 à 2014



Source : compte Nationaux, INSTAT, 24 avril 2015

2.1.5. Consommation et Investissement

En 2014, le taux d'accroissement de la consommation finale a baissé de 3,0 points de pourcentage par rapport à 2013. Cette évolution est imputable au recul de la consommation finale des ménages et de celle du publique.

La demande d'investissement est restée dans une bonne dynamique en 2014 sous l'impulsion des programmes d'investissements publics ainsi que du secteur privé. La Formation Brute du Capital Fixe a enregistré une croissance de 17,2% en 2014 contre 24,0% en 2013.

2.1.6. Evolution du PIB

2.1.6.1. Structure du PIB

Les parts des secteurs primaire et tertiaire restent prédominantes dans le PIB. Elles sont passées respectivement de 36,5% et 37,9% en 2013 à 37,6% et 36,9% en 2014. Celle du secteur secondaire a connu une légère hausse en passant de 18,1 % en 2013 à 18,4% en 2014.

Tableau 3: Évolution de la part des secteurs dans le PIB de 2010 à 2014

PIB	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	38,4%	36,9%	40,0%	36,5%	37,6%
Secteur secondaire	17,0%	17,9%	17,4%	18,1%	18,4%
Secteur tertiaire	37,6%	38,0%	35,4%	37,9%	36,9%
Taxes indirectes (moins subventions)	7,0%	7,2%	7,1%	7,5%	7,2%
Total (PIB aux prix du marché)	100%	100%	100%	100%	100%

Source : INSTAT

2.1.6.2. Contributions des secteurs à la croissance

En 2014, la contribution des secteurs primaire et secondaire ont été respectivement 3,8% et 1,7%, celle du secteur tertiaire est ressortie à 1,6% contre respectivement -3,0%, 1,0% et 3,2% en 2013.

Tableau 4: Contributions des secteurs à la croissance réelle du PIB

	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	4,2	-0,5	3,2	-3,0	3,8
Secteur secondaire	-0,4	1,4	-0,5	1,0	1,7
Secteur tertiaire	1,7	1,4	-2,5	3,2	1,6
Taxes indirectes	0,3	0,4	-0,1	0,5	0,2
Taux de croissance du PIB	5,8	2,7	0,0	1,7	7,2

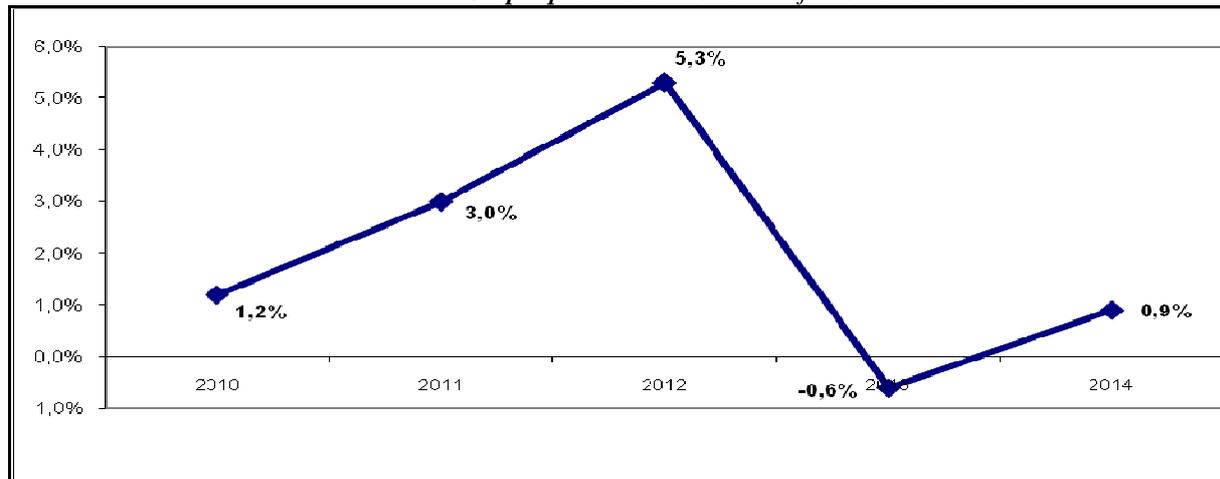
Source : INSTAT

Le secteur primaire a le plus contribué à la croissance globale en 2014 (3,8%) dont l'agriculture vivrière hors riz (2,8%), la branche consolidée du coton (0,4%), l'élevage (0,4%) et la sylviculture (0,2%). Le secteur secondaire est ressorti à (1,7%) avec (0,8%) pour l'agroalimentaire-boisson-tabac, (0,5%) pour les industries textiles, (0,3%) pour l'électricité-eau et (0,2%) pour les BTP.

2.1.7. Inflation

En 2014, l'inflation des prix à la consommation n'a été que de 0,9% en 2014 contre -0,6% en 2013. Cette baisse est due essentiellement aux postes «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées», «logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles», et «transport». Ce niveau d'inflation est conforme à la norme communautaire de l'UEMOA (3,0% maximum).

Graphique 5: Évolution de l'inflation de 2010 à 2014



Source : INSTAT

2.2. Perspectives du secteur réel 2015

Le CSCRP 2012-2017 et le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) pour 2014-2018 servent de référence pour les politiques économiques et financières du Mali en 2015. En dépit d'un environnement international incertain, les perspectives macroéconomiques du Mali s'annoncent favorables en raison du rétablissement progressif de la sécurité, du succès des élections présidentielles et législatives, du retour massif des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et de la signature de l'accord de paix entre le Gouvernement malien et les groupes armés du Nord.

2.2.1. Croissance du PIB

Le taux de croissance du PIB réel est projeté à 5,0% en 2015, reflétant notamment les bonnes perspectives dans le secteur tertiaire (7,3%). Les secteurs primaire et secondaire enregistreraient une croissance modestes, respectivement 3,2% et 3,3%.

Dans le secteur primaire, l'activité devrait s'établir à 3,2% en 2015, sous l'impulsion principalement de l'agriculture et de l'élevage. Au niveau du secteur primaire, la poursuite des actions du Gouvernement dans la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) et des grands programmes notamment le Programme de Développement Agricole (PDA), le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) et le Plan National d'Investissement Prioritaire dans le Secteur Agricole (PNIP-SA) devrait permettre la poursuite du redressement du sous-secteur.

Ainsi, sous l'hypothèse d'une bonne saison hivernale, la production de l'agriculture est projetée à 2,9%, en rapport avec la progression des produits de l'agriculture industrielle hors coton (7,3%) et celle de la branche consolidée riz (6,0%).

S'agissant de l'élevage, il devrait se conforter de 3,7% en 2015, favorisé par la bonne tenue de la production de viande, de volaille et de lait. Le sous-secteur tirerait avantage de la relance du sous-secteur agricole mais également du programme d'amélioration de la productivité des races.

Le sous-secteur de la pêche, pour sa part, est attendu au même niveau que celui de la sylviculture, soit 4,0% en 2015. Il est prévu d'améliorer la productivité et la compétitivité des productions agricoles, animales et aquacoles, en vue d'assurer un meilleur positionnement des produits maliens sur les marchés. Toutefois, à moyen et long terme, les importants projets et programmes en cours devraient permettre de booster la production de ce secteur.

Dans le secteur secondaire, un ralentissement se confirmerait en 2015, soit 3,3%, à la faveur de la décroissance des activités extractive, agroalimentaire et textile. Les activités extractives sont projetées en baisse de -2,0% en 2015, suite à l'épuisement progressif des réserves aurifères connues dans certaines mines. Toutefois, l'inauguration de la mine de Kofi le 24 avril 2015 pourra aider à soutenir la production d'or à partir de 2016.

Le sous-secteur des bâtiments et travaux publics, pour sa part, profiterait de la reprise de l'activité économique notamment la vigueur des activités de construction des grands travaux de l'Etat dans le cadre de la reconstruction du pays et des chantiers à usage d'habitation. Au total, il connaîtrait une progression de 5,6% en 2015.

S'agissant de l'électricité et l'eau, il est prévu de poursuivre la mise en œuvre de la centrale hydroélectrique de Félou (60 MW) et de la location d'une centrale thermique de 40 MW à Dakar (Sénégal) pour combler le déficit de production d'énergie électrique et d'atténuer fortement le délestage. Ainsi, l'activité est projetée en hausse de 10,4% en 2015. Les autorités comptent poursuivre le renforcement de capacités de production, élargir les réseaux, développer les sources d'énergies renouvelables et promouvoir l'électrification rurale.

L'accélération de la croissance dans le secteur secondaire devrait, par ailleurs, s'appuyer sur la fabrication de produits agroalimentaires boisson tabac, les produits textiles et des autres branches manufacturières prévus respectivement à 1,0%, 5,0% et 3,4% en 2015, sous l'impulsion notamment de la bonne tenue des sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage.

Dans le secteur tertiaire, l'activité devrait être soutenue, entre autres, par le dynamisme des activités du commerce, des transports et télécommunications, des services non marchands et des services financiers. Au total, il est attendu en 2015, une hausse de 7,3% dans le secteur tertiaire, largement supérieur à son niveau de 2014.

Le sous-secteur commerce bénéficierait de la mise œuvre des résultats des études sur la spécialisation des commerçants et l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement du pays en produits de première nécessité, et ceux de l'Etude Diagnostique pour l'Intégration du Commerce (EDIC). Il est prévu un taux de croissance de 7,0% dans ce sous-secteur, en rapport avec l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de la Politique Nationale de Développement du Commerce et celles de la Stratégie Nationale de Promotion des Exportations.

Le sous-secteur des transports et télécommunications, marqué par la montée en puissance de la concurrence, notamment dans la téléphonie et l'internet mobile, devrait améliorer son dynamisme avec une progression de 9,8% en 2015.

Au niveau des services financiers, l'activité serait favorisée par la relance de l'activité économique. Les prévisions de ce sous-secteur tablent sur un accroissement de 4,1% en 2015.

2.2.2. Emplois du PIB

En 2015, la consommation finale est projetée en hausse de 4,7% contre 3,6% en 2014. Cette évolution serait imputable au raffermissement de la consommation publique qui s'établirait à 7,0% en 2015. L'investissement, mesuré par la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), devrait, pour sa part, croître de 8,2%, tiré aussi bien par les investissements privés (7,0%) que publics (9,5%). L'investissement public tirerait avantage de la poursuite des travaux prévus dans le cadre de la reconstruction du pays.

Au total, la demande intérieure devrait s'améliorer en 2015 sous l'effet de l'investissement. S'agissant de la demande extérieure, elle devrait être marquée par la hausse de 5,5% des importations de biens et services et de 3,5% des exportations.

2.2.3. Inflation

Le taux d'inflation ressortirait à 1,7% en 2015, inférieur à la norme communautaire de l'UEMOA ($\leq 3,0\%$). Cette maîtrise des prix serait en rapport avec la bonne performance du sous-secteur agricole et les efforts de l'Etat pour sauvegarder le pouvoir d'achat des populations.

III. Finances publiques en 2014

L'un des axes majeurs de la stratégie gouvernementale en matière de réformes économiques et financières, reste la viabilité des opérations financières de l'Etat. La politique de l'État en la matière, vise l'assainissement des finances publiques par la maîtrise de l'ensemble des dépenses courantes et l'élargissement de la base de l'assiette fiscale.

Le Plan d'Action Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques (PAGAM/GFP) constitue le volet « Finances Publiques » du Programme de Développement Institutionnel (PDI). Dans sa 2^{ème} génération couvrant la période 2010-2015, l'objectif du PAGAM/GFP est de parvenir à une mobilisation maximale des ressources internes avec une gestion efficiente, dans le respect des directives de l'UEMOA.

3.1. Exercice budgétaire en 2014

Au 31 décembre, la situation de l'exécution du budget 2014 se chiffre 1 213,6 milliards de FCFA des «recettes et dons» pour une prévision de 1 381,4 milliards de FCFA et à 1 419,9 milliards des « dépenses et prêts nets» pour une prévision de 1 653,7 milliards.

3.1.1. Recettes et Dons

L'agrégat «Recettes et dons» est ressorti à 1 213,6 milliards de FCFA, dont 1 056,1 milliards de FCFA de recettes totales et 157,5 milliards de FCFA de dons, les réalisations se présentent comme ci-après.

a. Recettes totales

Les recettes totales cumulées en réalisation à fin décembre 2014 sont ressorties à 1 056,1 milliards de FCFA contre une réalisation de 951,2 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit une augmentation de 11,02%. Les recettes budgétaires ont atteint 939,3 milliards de FCFA en 2014 contre 842,7 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 11,5% en lien avec l'amélioration des recettes fiscales.

Les recettes fiscales nettes sont passées de 804,5 milliards de FCFA en 2013 à 894,5 milliards de FCFA en 2014 soit une progression de 11,2%. Les recettes non fiscales sont passés de 38,2 milliards de FCFA en 2013 à 44,7 milliards de FCFA en 2014, soit une hausse de 17,01%.

b. Dons

Pour une prévision de 317,7 milliards de FCFA, les dons mobilisés en 2014 sont ressortis à 157,5 milliards de FCFA contre 186,0 milliards de FCFA en 2013. Les dons projets ont atteint 61,6 milliards de FCFA contre 56,6 milliards en 2013. S'agissant de l'appui budgétaire, il s'est situé à 96 milliards de FCFA contre 120,1 milliards de FCFA en 2013.

3.1.2. Dépenses totales et Prêts nets

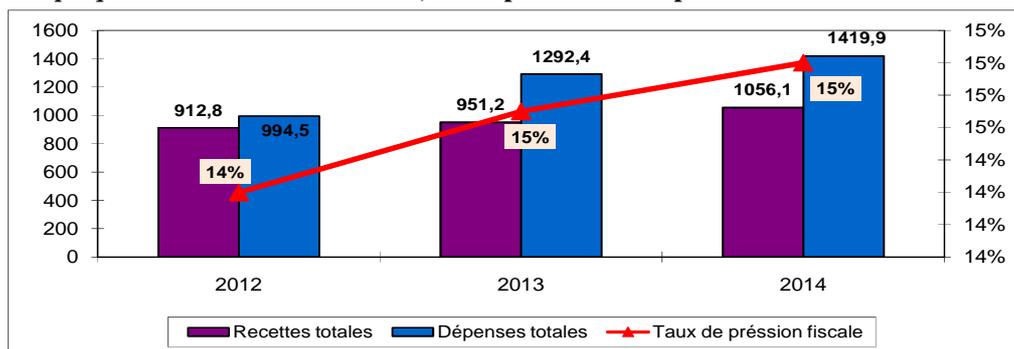
Les dépenses totales et les prêts nets ont été exécutés en 2014 à hauteur de 1 419,9 milliards de FCFA dont 1308,4 milliards de FCFA de dépenses totales et 5,4 milliards en prêts nets.

Les dépenses totales de 1 419,9 milliards de FCFA, sont réparties en dépenses du budget général pour 1 308,4 milliards et en dépenses d'unité extrabudgétaires pour 111,4 milliards de FCFA.

Les dépenses courantes ont enregistré une augmentation de 5,6% en 2014 avec 848,1 milliards de FCFA contre 800,5 milliards de FCFA en 2013. L'accroissement des dépenses courantes s'explique principalement par l'augmentation des dépenses au titre des paiements d'intérêts dus à la dette intérieure (75,0%), des dépenses du personnel (7,8%) et des transferts et subventions (6,2%).

Les dépenses en capital sont ressorties à 460,3 milliards de FCFA en 2014 contre 389,6 milliards de FCFA en 2013. Le financement intérieur des dépenses en capital a atteint 269,8 milliards de FCFA en 2014 contre 228,6 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 18,02%. S'agissant du financement extérieur, il s'est établi à 190,5 milliards de FCFA en 2014 contre 161,0 milliards de FCFA en 2013 soit une hausse de 18,3%.

Graphique 6: Evolution des recettes, des dépenses et de la pression fiscale de 2012 à 2014



Source : DNTCP-TOFE/DNPD-MME

3.1.3. Soldes budgétaires

Le solde budgétaire de base s'est amélioré en s'affichant à -55 milliards de FCFA en 2014 contre -160,4 milliards de FCFA en 2013. En termes de pourcentage du PIB, il a été de -2,5% en 2014 contre -2,9% en 2013.

Le déficit base ordonnancement, dons exclus, s'est creusé en 2014 jusqu'à 363,8 milliards de FCFA contre 341,2 milliards de FCFA en 2013, provoqué par l'effort de reconstruction et de réparation des régions du Nord, consentis par l'Etat. Rapporté au PIB, il s'est situé à -6,1% en 2014 contre -6,2% en 2013.

En prenant compte des dons faits par les partenaires du Mali, ce déficit s'est établi à 206,2 milliards de FCFA en 2014 contre 155,1 milliards de FCFA en 2013. Cela représente -3,5% en 2014 contre -2,8% du PIB en 2013. Les arriérés de paiements sont ressortis à 50,4 milliards de FCFA en 2014 mais l'Etat n'a enregistré aucun arriéré de paiements extérieurs en 2014.

3.1.4. Financement

Le financement global destiné à couvrir le déficit base caisse de l'Etat, a été de 211,8 milliards de FCFA en 2014 contre 157,2 milliards de FCFA en 2013. Ce financement est structuré en grande partie de ressources intérieures à hauteur de 139,4 milliards de FCFA et de ressources extérieures pour 72,4 milliards de FCFA en 2014 contre respectivement 53,4 et 103,8 milliards de FCFA en 2013.

Le financement extérieur est composé essentiellement de prêts (119,5 milliards de FCFA), l'amortissement (-52,0 milliards de FCFA) et l'allègement de la dette (14,2 milliards de FCFA) en 2014 contre respectivement 134,7 milliards de FCFA, -42,9 milliards de FCFA et 25,5 milliards de FCFA en 2013.

3.1.5. Situation de la dette publique en 2014

Au 31 décembre 2014, l'encours de la dette publique à moyen et long termes est estimé à 1930,0 milliards de FCFA contre 1698,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2013. Il comprend la dette intérieure pour 445,4 milliards de FCFA soit 23,1% du total et la dette extérieure pour un montant de 1 484,6 milliards de FCFA soit 76,9% de l'encours total.

Tableau 5: Encours de la dette publique de 2010 à 2013 (Mrds de FCFA)

<i>Rubrique/Année</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>
<i>Encours de la dette extérieure</i>	1350,0	1445,0	1 484,6
<i>Encours de la dette intérieure</i>	195,0	253,5	445,4
<i>Encours Total Dette publique</i>	1545,0	1698,5	1930,0
<i>Ratio encours de la dette/PIB (en%)</i>	29,5%	31,4%	31,1%

Source : DGDP

3.1.5.1. La dette extérieure

Au 31 décembre 2014, l'encours total de la dette publique extérieure à moyen et long termes est estimé à 1 484,6 milliards de FCFA. Il comprend la dette multilatérale pour 1 202,3 milliards de FCFA soit 81,0% du total et la dette bilatérale pour un montant de 282,3 milliards de FCFA soit 19,0% de l'encours total.

Le service total réglé de la dette avant allègement au 31 décembre 2014 est estimé à 70,9 milliards de FCFA, contre 85,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2013. Il comprend 52,0 milliards de FCFA en principal et 18,9 milliards de FCFA en intérêts.

Après allègement, le service réglé est de 56,7 milliards de FCFA qui se décompose en principal pour 39,5 milliards de FCFA et en intérêts pour 17,2 milliards de FCFA.

A la date du 31 décembre 2014, le Mali a bénéficié d'un allègement de dette d'un montant de 14,2 milliards de FCFA au titre de l'Initiative PPTE 12,5 milliards de FCFA en principal et 1,7 milliard de FCFA au titre des intérêts.

Au 31 décembre 2014, il n'existait aucun arriéré au titre du service de la dette publique extérieure du Mali. Ainsi, le critère de non-accumulation d'arriéré a été respecté.

Le Mali poursuit ses efforts de maîtrise de l'endettement en ne contractant aucun prêt dont l'élément « don » est inférieur à 35%, nécessaire pour assurer la viabilité de la dette à long terme.

Tableau 6: évolution des indicateurs de la dette extérieure du Mali de 2012-2014 (Mrds de FCFA)

Années		<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>
Multilatérale	Encours	1068,7	1159,7	1202,3
	Poids (%)	79,3	80,3	81,0
Bilatérale	Encours	281,3	285,3	282,3
	Poids (%)	20,7	19,7	19,0
Total		1350,0	1445,0	1484,6

Source : DGDP

3.1.5.2. La dette intérieure

L'encours de la dette intérieure au 31 décembre 2014 est estimé à 445,4 milliards de FCFA, contre 253,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2013. Il est composé de la celle due au secteur bancaire pour 417,9 milliards de FCFA, soit 93,8% de l'encours, et de la dette due au secteur non bancaire pour 27,5 milliards de FCFA, 6,2% de l'encours.

Le service de la dette intérieure au 31 décembre 2014 s'élève à 50,0 milliards de FCFA, contre 49,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2013. Il comprend 25,5 milliards de FCFA en principal et 24,5 milliards de FCFA en intérêts.

3.1.6. Position du Mali par rapport aux critères de convergence de l'UEMOA

En 2014, le Mali a respecté cinq (5) critères de convergence sur les huit (8) dont trois (3) du 1^{er} rang et deux (2) du second rang. Le critère clé portant sur le ratio du solde budgétaire de base (hors PPTE) rapporté au PIB nominal (-1,5%) n'a pas été respecté en 2014.

Tableau 7 : Situation des critères de convergence de 2012 à 2014

	Norme UEMOA				Etat de la Convergence en 2014
	UEMOA	2012	2013	2014	
Critères de 1 ^{er} rang					
Solde budgétaire de base (hors PPTE)/ PIB nominal	≥ 0%	-0,8%	-0,8%	-1,5%	Non respecté
Taux d'inflation annuel moyen	≤ 3%	5,3%	-0,6%	0,9%	Respecté
Encours de la dette publique sur le PIB nominal (%)	≤ 70%	29,5%	31,4%	32,3%	Respecté
Variation des arriérés de paiement int. Et ext. (en Mrds de FCFA)	0	27,1	0	0	Respecté
Critères de 2 ^{ème} rang					
Masse salariale sur recettes fiscales (%)	≤ 35%	38,4%	36,1%	35,0%	Respecté
Ratio investissements financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales en %	≥ 20%	18,3%	28,4%	30,2%	Respecté
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal	≥ -5%	-3,2%	-14,8%	-18,1%	Non respecté
Taux de pression fiscale	≥ 17%	14,2%	14,7%	15,0%	Non respecté

Source : INSTAT/ DNP/ CNPE/ BCEAO/ UEMOA

La situation du Mali par rapport aux critères de convergence se présente comme suit :

➤ Critères de 1^{er} rang

- le solde budgétaire de base (hors PPTE)/PIB nominal) a été évalué à -1,5%, la norme communautaire de 0% minimum n'a pas été observée en 2014 ;
- le taux d'inflation annuel moyen a été maîtrisé en 2014, il est ressorti à 0,9% contre -0,6% en 2013 ;
- le critère de non accumulation d'arriérés a été respecté en 2014 ;
- le ratio de l'encours de la dette publique sur le PIB nominal a été respecté et est ressorti à 32,3% en 2014 contre 31,4% en 2013.

➤ Critères de 2^{ème} rang

- le critère du ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales a été respecté en 2014. Il s'est établi à 35,0% contre une norme de 35% maximum ;
- le ratio des investissements publics financés sur ressources internes en pourcentage des recettes fiscales est ressorti à 30,2% en 2014 contre une norme communautaire de 20,0% minimum;
- le ratio du déficit extérieur courant hors dons sur le PIB n'a pas été respecté en 2014. Il est ressorti à -18,1% en 2014 contre une norme communautaire de -5% minimum ;
- le taux de pression fiscale s'est situé à 15,0% en 2014 contre une norme communautaire de 17% minimum. Ce critère n'a pas été respecté.

3.2. Perspectives des finances publiques en 2015

En perspectives, le Gouvernement continuera à mettre en œuvre des politiques budgétaires soutenables visant à maintenir le solde global des finances publiques (y compris les dons projets, l'appui budgétaire sectoriel et les dépenses en capital financées par des ressources extérieures) à un niveau compatible avec la viabilité de la dette publique. La politique budgétaire 2015 s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des priorités fixées dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR 2012-2017) et dans le Plan d'Action Gouvernement (PAG) 2013-2018.

3.2.1. Recettes et Dons

Dans la programmation budgétaire 2015, les recettes totales et dons vont atteindre 1479,9 milliards de FCFA soit une augmentation de 22,0% par rapport à 2014. Les recettes budgétaires seront à la hausse de 15,2% en 2015, suite à l'augmentation des recettes fiscales qui, en misant sur la stabilité doivent augmenter de 15,5%.

3.2.2. Dépenses et Prêts Nets

Les dépenses totales et prêts nets seront de 1692,6 milliards de FCFA en 2015, soit une hausse prévisible de 19,2%. Les dépenses budgétaires augmenteront de 16,4% en lien avec l'augmentation significative des dépenses en capital (47,4%), ce dans l'objectif de relancer l'économie nationale.

Les dépenses courantes connaîtront une hausse de 14,2%, en rapport avec la maîtrise des dépenses liées aux achats de biens et services et aux transferts et subventions. Les biens et services passeront de 240,5 milliards de FCFA en 2014 à 283,5 milliards de FCFA en 2015 et les transferts et subventions de 252,4 milliards de FCFA en 2014 à 267,8 milliards de FCFA en 2015.

L'augmentation des dépenses en capital se traduira par la hausse du volume des emprunts extérieurs (77,5%) et du financement intérieur (26,1%). Les prêts nets seront de -5,0 milliards de FCFA en 2015 contre -5,4 milliards de FCFA en 2014.

3.2.3. Soldes budgétaires

Le déficit budgétaire global dons exclus atteindra 435,9 milliards de FCFA en 2015 contre 363,8 milliards de FCFA en 2014. Rapporté au PIB, il sera de -6,8% en 2015 contre -6,1% en 2014. Le solde budgétaire global dons inclus serait de -212,7 milliards de FCFA en 2015.

3.2.4. Financement

Le financement du déficit s'établirait à 326,5 milliards de FCFA en 2015 contre 211,8 milliards de FCFA en 2014 dont 204,7 milliards de FCFA pour le financement extérieur et 121,8 milliards de FCFA pour le financement intérieur.

3.2.5. Dette publique

3.2.5.1. La dette publique extérieure

Le service prévisionnel de la dette extérieure pour l'année 2015 s'élève à 85,4 milliards de FCFA dont 62,1 milliards de FCFA en principal et 23,3 milliards de FCFA en intérêts.

Les ressources attendues en 2015 au titre de l'Initiative PPTE sont estimées à 16,8 milliards de FCFA dont 15,3 milliards de FCFA en principal et 1,5 milliard de FCFA en intérêts.

3.2.5.2. La dette publique intérieure

Le service prévisionnel de la dette intérieure pour l'année 2015 s'élève à 44,5 milliards de FCFA dont 22,7 milliards de FCFA en principal et 21,8 milliards de FCFA en intérêts.

IV. Balance des paiements

4.1. Estimation de la balance des paiements pour 2014

4.1.1. Compte des transactions courantes

En 2014, la balance courante a enregistré un déficit de 362,5 milliards de FCFA (6,1% du PIB), en détérioration de 177,4 milliards par rapport à l'année précédente. Cette évolution reflète essentiellement la détérioration de toutes les composantes de la balance, à l'exception du revenu secondaire.

a. Evolution de la balance commerciale

En 2014, la valeur totale des exportations a été de 1.330,9 milliards de FCFA, en repli de 88,6 milliards ou 6,2% par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des exportations de coton-fibre (10,1 milliards de FCFA ou 5,7%) et d'or non monétaire (107,6 milliards de FCFA ou 1,4%), du fait de la diminution des prix et des volumes à l'exportation.

Sur la base des données disponibles, les exportations de coton-fibre se sont inscrites à 166,7 milliards de FCFA en 2014, après un montant de 176,8 milliards réalisé l'année précédente. Cette évolution est liée à la baisse du prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT), qui est estimé à 925,0 FCFA/kg en 2014 après 942,5 FCFA/kg la campagne précédente. Les volumes exportés se sont repliés de 7.357,1 tonnes, sous l'effet de la baisse de la production de coton-graine de la dernière campagne.

Les exportations d'or non monétaire sont estimés à 856,9 milliards de FCFA en 2014, après 964,5 milliards précédemment, en raison du repli du prix moyen de vente qui est ressorti à 17.183,6 FCFA/g, en diminution de 9,9% par rapport à l'année précédente. De même, le volume exporté s'est réduit de 1,4%, en liaison avec l'entrée en phase d'épuisement des réserves des mines de Morila et Yatela.

Quant aux importations, leur valeur FOB est en hausse de 4,1%, pour un montant total de 1.605,0 milliards de FCFA. Cette évolution découle notamment de l'augmentation des importations de produits alimentaires, en relation avec la hausse de la demande.

b. Balance des services et du revenu primaire

Au terme de l'année 2014, Le solde de la balance des services est ressorti à -938,8 milliards de FCFA, après -854,1 milliards un an auparavant. Cette évolution est induite, d'une part, par la hausse du fret en liaison avec l'accroissement des importations de marchandises et, d'autre part, par la hausse des flux débiteurs de services militaires reçus avec la MINUSMA.

Le solde du revenu primaire s'est établi à -193,1 milliards de FCFA en 2014, après -213,7 milliards un an plus tôt. Cette détérioration du solde est liée aux revenus d'investissement générés dans les secteurs aurifère et des télécommunications au cours de l'année 2013. Quant aux paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure, ils se sont inscrits à 17,2 milliards de FCFA en 2014, après 18,4 milliards en 2013.

c. Revenu secondaire

En 2014, l'évolution du solde du revenu secondaire s'est traduite par un excédent de 1.043,5 milliards de FCFA, en augmentation de 38,0 milliards par rapport à l'année précédente. Les montants mobilisés par l'Administration Publique sont constitués d'un appui budgétaire de 70,2 milliards, de l'assistance humanitaire dans le cadre de la coopération internationale de 130,0 milliards et de l'appui militaire pour 460,8 milliards.

d. Compte de capital et d'opérations financières

✓ Compte de capital

Les transferts personnels, qui restent soutenus, ont atteint en valeur nette 377,3 milliards, soit 0,7% de plus qu'en 2013.

L'excédent des transferts de capital s'est établi à 122,7 milliards de FCFA en 2014, en repli de 6,7 milliards par rapport à leur niveau de 2013. Les transferts publics de capital, au titre des dons-projets et de l'appui budgétaire sectoriel sont ressortis à 87,4 milliards de FCFA en 2014, après 79,8 milliards un an auparavant, suite aux décaissements effectués dans le cadre du PRED. Quant aux transferts privés, ils sont ressortis à 21,1 milliards en 2014.

✓ Compte financier

Le solde du compte financier a été de -105,0 milliards de FCFA en 2014, après -137,9 milliards l'année précédente. Les investissements directs nets reçus sont estimés à 94,5 milliards en 2014, après 150,7 milliards en 2013. Ce ralentissement des investissements est observé dans le secteur minier (le repli des cours a conduit certains opérateurs du secteur à suspendre leurs projets d'investissement) et celui des télécommunications.

Concernant les capitaux publics, les tirages sont évalués à 119,5 milliards en 2014 et les amortissements à 52,0 milliards (après 135,7 milliards et 42,9 milliards respectivement en 2013).

Compte tenu de toutes ces évolutions, le solde global de la balance des paiements est ressorti à -134,8 milliards en 2014, après 64,1 milliard en 2013.

4.2. Prévision de la balance des paiements pour 2015

4.2.1. Compte des transactions courantes

En 2015, la balance courante devrait ressortir déficitaire de 376,5 milliards, soit 5,9% du PIB, en détérioration de 14,0 milliards par rapport à l'année précédente. Cette évolution reflète essentiellement la dégradation des flux de services et du revenu primaire.

✓ Evolution de la balance commerciale

Les perspectives d'exportation de l'année 2015 sont meilleures que celles de l'année précédente. La valeur des exportations devrait s'établir à 1.393,5 milliards FCFA, en augmentation de 4,7% par rapport à 2014.

En effet, les exportations d'or en valeur augmenteraient de 9,8%, en s'affichant à 941,1 milliards, du fait de la hausse de 11,9% du prix moyen de vente qui s'établirait à 19.227,1 FCFA/g. En revanche, le volume exporté s'est réduit de 1,8% pour ressortir à 48,9 tonnes d'or en 2015.

Les exportations de coton fibre s'élèveraient à 174,3 milliards de FCFA, soit 4,5% de plus qu'en 2014, en raison de l'importante progression des quantités exportées (25,6%) qui n'a pas été compensée par le repli du prix à l'exportation (-16,8%). Les exportations des autres catégories ne devraient pas enregistrer d'évolution importante en 2015.

S'agissant des importations, il est prévu un accroissement de leur valeur totale qui ressortirait à 1.634,4 milliards de FCFA en valeur FOB, soit 1,8% de plus qu'en 2014. La hausse des importations de biens alimentaires et de biens d'équipement expliquent cette évolution. L'augmentation du volume des produits pétroliers importés (7,0%) a été atténuée par le repli du prix (-35,7%), portant ainsi la valeur totale CAF à 362,9 milliards.

Au total, les transactions commerciales de l'année 2015 devraient se solder par un déficit de 240,9 milliards, après le déficit de 274,1 milliards en 2014. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations devrait se redresser de 2,3 points de pourcentage entre 2014 et 2015.

✓ **Balances des services et du revenu primaire**

Le solde de la balance des services devrait ressortir à -969,4 milliards de FCFA, après -938,8 milliards un an auparavant. Cette hausse de 30,6 milliards du déficit par rapport à l'année précédente découle de la hausse d'environ 14,6% des services militaires reçus ainsi que de l'augmentation du fret sur marchandises, en liaison avec la progression des importations de biens. En revanche, une reprise dans le secteur touristique de loisirs n'est pas attendue, avec l'instabilité dans certaines régions du pays.

Le solde du revenu primaire devrait s'établir à -227,5 milliards de FCFA en 2015, en détérioration de 34,4 milliards de FCFA par rapport à 2014. Concernant les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure, ils sont prévus à 23,2 milliards de FCFA en 2015.

✓ **Revenu secondaire**

Le solde du revenu secondaire devrait s'augmenter en 2015, en s'établissant à 1.061,3 milliards de FCFA, après 1.043,5 milliards en 2014. Les montants à mobiliser par l'Administration Publique seraient constitués d'un appui budgétaire de 73,9 milliards, de l'assistance humanitaire dans le cadre de la coopération internationale estimée à 84,5 milliards et des transferts reçus dans le cadre de l'intervention militaire.

Quant aux transferts courants privés nets, constitués principalement des envois de fonds des travailleurs migrants, ils devraient augmenter de 7,0% par rapport à leur niveau de 2014, ressortant ainsi à 401,1 milliards FCFA, sous l'hypothèse d'une croissance économique soutenue dans les pays d'émigration.

4.2.2. Compte de capital et d'opérations financières

✓ **Compte de capital**

Pour l'année 2015, les projections de transferts nets de capital s'établissent à 194,4 milliards de FCFA, en hausse de 71,7 milliards par rapport à leur précédent niveau. Cette situation est liée aux perspectives de mobilisation de 149,4 milliards au titre de l'appui budgétaire sectoriel et des dons projets, après 87,4 milliards en 2014.

Quant aux transferts de capital des autres secteurs (institutions non gouvernementales et autres privés), ils devraient se maintenir à 21,1 milliards en 2015.

✓ **Compte d'opérations financières**

Pour 2015, les flux nets d'opérations financières sont projetés à -201,7 milliards de FCFA, en amélioration de 96,8 milliards par rapport à leur niveau de 2014, évolution imputable essentiellement à l'augmentation des autres investissements.

Les investissements directs nets reçus ne devraient pas enregistrer d'évolution notable (+4,7 milliards), à la faveur de la réalisation des investissements prévus dans le secteur aurifère (projets miniers de Yanfolila et Fékola).

Quant aux capitaux publics nets reçus, leur solde s'inscrirait à 180,7 milliards, correspondant à 242,8 milliards de tirages de prêt et à 62,1 milliards d'amortissement de la dette publique.

Le financement exceptionnel est constitué de 23,9 milliards d'allègement de dette. Au total, un solde excédentaire de 19,6 milliards est prévu en 2015, après le déficit de 134,8 milliards de 2014.

V. Situation monétaire

5.1. Evolution de la situation monétaire en 2014

L'évolution des agrégats monétaires, entre fin décembre 2013 et fin décembre 2014, a été marquée par :

- une contraction des avoirs extérieurs nets (-135,6 milliards de FCFA ou -17,9%) ;
- un accroissement de l'encours du crédit intérieur (+244,5 milliards de FCFA ou +21,7%) ;
- une augmentation de la masse monétaire (+131,6 milliards de FCFA ou +7,1%).

✓ Avoirs extérieurs nets

Le fléchissement des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires est imputable à la Banque Centrale qui a enregistré un repli de 159,6 milliards de FCFA de sa position créditrice extérieure, en rapport avec la faiblesse des ressources extérieures mobilisées en 2014.

Quant aux banques, elles ont affiché un raffermissement de leurs avoirs extérieurs à hauteur de 24,0 milliards, en rapport avec la hausse de leurs avoirs vis-à-vis de leurs correspondants à l'étranger à hauteur de 173,0 milliards.

✓ Crédit intérieur

En s'inscrivant à 1.372,1 milliards de FCFA à fin décembre 2014, l'encours du crédit intérieur a enregistré une progression de 244,5 milliards de FCFA par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution est imputable au raffermissement des crédits à l'économie et à la dégradation de la position nette du Gouvernement.

✓ Position nette du Gouvernement

La position créditrice nette de l'Etat s'est établie à -86,1 milliards de FCFA à fin décembre 2014, contre -100,7 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit une détérioration de 14,6 milliards de FCFA. Cette évolution découle essentiellement d'une augmentation des concours des banques, du fait des différentes émissions de bons du trésor suite à la suspension des appuis budgétaires.

✓ Crédits à l'économie

L'encours des crédits à l'économie est évalué à 1.458,2 milliards à fin décembre 2014, en progression de 229,9 milliards par rapport à fin décembre 2013. Cet accroissement est principalement imputable aux mises en place effectuées en faveur d'entreprises intervenant dans les secteurs de l'agriculture, des intrants agricoles, des bâtiments et travaux publics, du commerce général et des hydrocarbures.

✓ Masse monétaire

Reflétant l'évolution du crédit intérieur, la masse monétaire a enregistré une hausse de 131,6 milliards de FCFA en s'inscrivant à 1.977,0 milliards à fin décembre 2014, contre 1.845,4 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette augmentation de la liquidité globale s'est traduite dans les dépôts en banques qui se sont

accrus de 196,9 milliards de francs CFA ou 14,7%. Quant à la circulation fiduciaire, elle s'est repliée de 65,3 milliards de francs CFA ou 12,8%.

Quant à la part de la monnaie scripturale dans le stock monétaire, elle s'est inscrite à 77,6% à fin décembre 2014, contre 72,4% à la même période de l'année précédente.

5.2. Perspectives monétaires en 2015

✓ Avoirs extérieurs nets

En décembre 2015, les avoirs extérieurs nets devraient ressortir à 683,4 milliards contre 622,6 milliards en décembre 2014, soit une hausse de 60,8 milliards. Cette évolution serait imputable à la consolidation du niveau de la position créditrice extérieure de l'Institut d'émission et des banques pour 34,9 milliards et 25,9 milliards respectivement.

✓ Crédit intérieur

En s'établissant à 1.540,6 milliards de FCFA en décembre 2015, l'encours du crédit intérieur enregistrerait une augmentation de 168,5 milliards du fait de la dégradation de la position nette du Gouvernement et de l'accroissement des crédits à l'économie.

✓ Position Nette du Gouvernement

Les perspectives font état d'une dégradation de la PNG de 101,1 milliards qui devrait ressortir à +15,0 milliards de FCFA en décembre 2015. Cette évolution résulterait de la diminution des dépôts publics à la BCEAO et dans les banques parallèlement à une hausse des engagements publics.

✓ Crédits à l'économie

Les crédits à l'économie poursuivraient leur hausse pour se situer à 1.525,6 milliards à fin décembre 2015, affichant ainsi une variation de 67,4 milliards par rapport à l'année précédente. Ces crédits seraient essentiellement octroyés à des opérateurs exerçant dans les secteurs de l'agriculture, des télécommunications, des mines et du commerce.

✓ Masse monétaire

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire enregistrerait en 2015 une hausse de 228,4 milliards en s'établissant à 2.205,4 milliards. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait par une augmentation de la circulation fiduciaire (+51,2 milliards) et des dépôts en banques (+177,2 milliards).

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'économie malienne reste dépendante des performances du secteur agricole dont la production accuse de fortes fluctuations résultant de la pluviométrie. Elle est peu diversifiée et dépend dans une forte proportion du financement extérieur (environ 70%). Elle est caractérisée ces dernières années par une certaine prépondérance de la fiscalité intérieure dans les recettes de l'Etat.

La production des principaux produits d'exportation du pays que sont l'or et le coton dépend de la fluctuation de leurs prix sur le marché mondial. Au Mali, il est nécessaire de diversifier la production en vue d'atténuer les effets des chocs liés aux fluctuations des prix sur le marché mondial.

En 2014, la bonne performance de l'environnement économique national et international a conduit à une reprise de la croissance du PIB (7,2%). Les perspectives pour 2015 s'annoncent meilleures, il est prévu un taux de croissance économique de 5,0%.

En matière des finances publiques, les ressources financières de l'Etat se sont améliorées en 2014 malgré les difficultés persistantes en matière d'amélioration du niveau de pression fiscale. S'agissant de la balance des paiements, à l'exception des revenus primaire et secondaire, toutes les composantes de la balance courante ont enregistré une baisse en 2014. Le déficit des soldes de transactions courantes et d'opérations financières a contribué à la détérioration du solde global de la balance des paiements qui est ressorti à -134,8 milliards de FCFA en 2014 contre 64,1 milliards de FCFA en 2013. La situation monétaire s'est améliorée en 2014 malgré la contraction des avoirs extérieurs nets (-135,6 milliards de FCFA ou -17,9%).

Les perspectives économiques pour 2015 sont prometteuses. Le maintien des efforts de l'Etat en termes de soutien à l'agriculture, la signature de l'accord de paix entre le Gouvernement du Mali et les groupes armés du Nord et la reprise effective de la coopération avec les Partenaires Techniques et Financiers devraient impulser la production globale de l'économie.

De l'examen des différents agrégats macroéconomiques ces dernières années, il ressort que l'économie malienne est caractérisée notamment par :

- une forte croissance démographique ;
- une production agricole qui accuse de fortes fluctuations résultant des aléas climatiques ;
- une dépendance du pays des financements extérieurs, en raison de l'insuffisance de l'épargne intérieure ;
- une fluctuation des cours des produits d'exportation (notamment l'or et le coton) ;
- une augmentation continue des prix des produits d'importation (pétrole, biens d'équipement et produits alimentaires) ;
- une vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes ;
- un faible niveau de mobilisation des recettes fiscales.

Ces constats amènent à formuler des recommandations ci-après :

- *maintenir et renforcer l'image du pays en matière de stabilité sociopolitique, de bonne gouvernance et de transparence dans la gestion des affaires publiques ;*
- *prendre en compte systématiquement les variables démographiques dans les différentes interventions ;*
- *poursuivre les efforts d'amélioration du recouvrement des recettes fiscales ;*
- *appuyer les secteurs porteurs et stratégiques, notamment l'agriculture, le tourisme, l'artisanat, la culture, etc. ;*

- appuyer le dispositif de mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) et poursuivre les différentes initiatives en matière de diversification de la production agricole ;
- développer la culture du travail, des aspects éthiques et de la confiance en soi historiquement propre au Mali ;
- veiller à appuyer le système de maillage sécuritaire dans toutes les zones rurales (Arrondissement) pour garantir la sécurité préalable indispensable à une véritable démocratie, décentralisation et un développement global effectif ;
- compter sur ses propres forces en recourant au système coopératif, à la production et à la consommation nationale adaptée ;
- mettre en vigueur les systèmes de responsabilités individuelles et collectives à tous les niveaux en réintroduisant l'équilibre constructif entre les droits et les obligations ;
- faire preuve d'anticipation (exemple transition énergétique).

ANNEXES

Annexe 1 : Ressources/emplois du PIB (md. FCFA courants) de 2012-2017

<i>PIB CONSTANTS (1987)</i>	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PIB Secteur primaire	706,04	654,00	721,89	745,31	779,79	815,91
PIB Agriculture	455,21	392,72	450,68	463,79	487,61	512,67
PIB Agriculture vivriere hors riz	302,61	224,54	275,50	279,64	293,62	308,30
PIB branche consolidé du riz	95,95	110,92	108,48	114,99	120,62	126,53
PIB Agriculture industrielle hors coton	25,42	26,69	28,64	30,73	32,97	35,38
	31,24	30,58	38,06	38,44	40,41	42,47
PIB Elevage	167,49	174,19	180,64	187,32	194,40	201,74
PIB Peche	14,95	15,63	16,25	16,90	17,54	18,21
PIB Sylviculture	68,39	71,46	74,32	77,29	80,23	83,28
PIB Secteur secondaire	306,84	323,79	353,40	365,03	383,11	402,30
PIB Produits de l'extraction	101,12	102,64	100,38	98,37	102,31	104,97
PIB Agroalimentaire-boisson-tabac	34,38	39,23	52,96	53,49	55,20	56,97
PIB Industries textiles	36,23	34,49	44,15	46,36	47,01	49,03
PIB Autres branches manufacturières	26,96	28,52	28,41	29,38	30,37	31,41
PIB Electricité eau	48,18	52,95	58,24	64,30	70,98	78,37
PIB Bâtiment et travaux publics	59,97	65,96	69,26	73,14	77,24	81,56
PIB Secteur tertiaire	624,72	680,49	709,32	761,25	811,52	865,19
PIB Commerce	273,37	295,23	301,14	322,22	344,77	368,91
PIB Transport et télécommunication	136,12	148,37	159,37	174,99	190,39	207,15
PIB Autres services marchands non financiers	74,72	85,93	88,51	91,96	95,54	99,27
PIB Services financiers	11,82	12,41	12,91	13,43	13,99	14,56
PIB Services non marchands	136,15	146,22	155,29	166,94	175,28	184,05
PIB Production imputée de services bancaires (marges d'intérêt)	-7,44	-7,67	-7,90	-8,29	-8,46	-8,74
PIB au coût des facteurs, prix de 1987	1637,60	1658,29	1784,61	1871,60	1974,41	2083,40
Taxes indirectes (moins subventions)	125,60	135,02	137,72	146,12	154,31	164,03
PIB aux prix du marché, prix de 1987	1763,21	1793,31	1922,33	2017,72	2128,72	2247,42
EMPLOIS						
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
CONSOMMATION FINALE	1325,58	1412,40	1462,69	1531,22	1593,54	1673,92
MENAGES	1033,83	1095,86	1128,73	1173,88	1220,84	1277,00
ADMINISTRATIONS	291,75	316,55	333,96	357,33	372,70	396,92
FORM. BRUTE DE CAPITAL (Investissements)	330,07	270,09	355,35	385,86	430,73	446,56
FBCF	242,01	300,03	351,67	380,41	401,72	428,80
Privee	163,22	177,91	186,81	199,89	214,88	230,19
Publique	78,79	122,12	164,86	180,52	186,84	198,61
VARIATION DE STOCKS	88,06	-29,94	3,68	5,45	29,01	17,75
EXPORTATIONS	428,20	460,31	469,52	485,95	510,25	540,86
IMPORTATIONS	320,64	349,49	365,22	385,31	405,80	413,91

Source : MME_DNPD

Annexe 2 : Ressources/emplois du PIB (md. FCFA constant) de 2012-2017

PIB AU PRIX COURANTS	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PIB Secteur primaire	2004,64	1864,58	2104,21	2222,06	2381,34	2541,64
PIB Agriculture	1349,19	1159,88	1355,99	1422,66	1528,17	1631,27
PIB Agriculture vivriere hors riz	915,15	685,83	854,13	888,62	951,71	1016,78
PIB branche consolidé du riz	227,89	267,39	266,74	288,40	310,09	331,79
PIB Agriculture industrielle hors coton	82,95	88,40	96,75	105,89	116,55	127,58
PIB branche consolidé coton	123,21	118,26	138,36	139,75	149,81	155,11
PIB Elevage	415,29	447,02	475,15	509,98	544,73	582,87
PIB Peche	31,75	33,58	35,35	37,25	39,15	41,14
PIB Sylviculture	208,40	224,09	237,72	252,17	269,29	286,36
PIB Secteur secondaire	1070,29	1096,21	1188,78	1252,07	1345,17	1448,95
PIB Produits de l'extraction	421,80	385,31	344,52	336,58	353,55	369,74
PIB Agroalimentaire-boisson-tabac	102,82	117,32	161,55	166,43	176,80	185,63
PIB Industries textiles	170,88	165,93	217,70	233,16	243,71	260,28
PIB Autres branches manufacturières	59,34	62,78	63,78	67,27	71,97	75,81
PIB Electricité eau	100,75	115,71	130,46	155,55	174,17	200,17
PIB Bâtiment et travaux publics	214,70	249,16	270,77	293,08	324,97	357,33
PIB Secteur tertiaire	1694,33	1900,41	2009,47	2231,55	2461,64	2696,65
PIB Commerce	756,40	841,42	870,26	963,77	1072,48	1181,70
PIB Transport et télécommunication	279,15	314,93	345,06	388,35	430,27	479,64
PIB Autres services marchands non financiers	220,91	264,21	278,94	298,51	321,01	344,36
PIB Services financiers	32,97	35,42	37,58	39,90	42,37	45,02
PIB Services non marchands	427,12	467,90	501,88	566,49	621,59	673,06
PIB Production imputée de services bancaires (marges d'intérêt)	-22,22	-23,46	-24,24	-25,47	-26,06	-27,13
PIB au coût des facteurs	4769,26	4861,19	5302,47	5705,68	6188,15	6687,24
Taxes indirectes (moins subventions)	510,00	545,0	620,0	675,0	690,0	710,0
PIB aux prix du marché	5279,3	5406,2	5922,5	6380,7	6878,1	7397,2
EMPLOIS	2012	2013	2014	2015	2016	2017
CONSOMMATION FINALE	4223,31	4490,86	4710,79	5064,21	5448,72	5819,30
MENAGES	3362,22	3542,57	3685,34	3928,57	4228,71	4494,01
ADMINISTRATIONS	861,08	948,29	1025,46	1135,64	1220,01	1325,29
FORM. BRUTE DE CAPITAL (Investissements)	1143,77	1111,38	1510,32	1629,72	1796,36	1923,19
FBCF	856,22	1167,66	1395,99	1578,02	1708,08	1877,92
Privee	577,48	692,39	741,55	829,17	913,64	1008,10
Publique	278,75	475,26	654,44	748,85	794,44	869,83
VARIATION DE STOCKS	288	-56,3	114,3	51,7	88,3	45,3
EXPORTATIONS	1409,0	1484,4	1483,76	1604,79	1744,01	1867,14
IMPORTATIONS	1496,8	1680,4	1782,41	1918,05	2110,95	2212,38

Source : MME_DNPD

Annexe 3 : Taux de croissance réelle du PIB de 2012-2018

Taux annuel de croissance	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	8,6%	7,5%	10,4%	3,2%	4,6%	4,6%	4,6%
Agriculture vivrière hors riz	17,9%	-26,0%	22,7%	1,5%	5,0%	5,0%	5,0%
Branche consolidé du riz	10,0%	15,6%	-2,0%	6,0%	4,9%	4,9%	4,9%
Agriculture industrielle hors coton	2,0%	5,0%	7,3%	7,3%	7,3%	7,3%	6,0%
Branche consolidé coton	1,8%	-2,1%	24,5%	1,0%	5,1%	5,1%	5,1%
Elevage	0,0%	4,0%	3,7%	3,8%	3,8%	3,8%	3,8%
Pêche	0,0%	4,5%	4,0%	3,8%	3,8%	3,8%	3,8%
Sylviculture	0,0%	4,5%	4,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%
Secteur secondaire	-2,9%	5,5%	9,2%	3,3%	4,9%	5,0%	5,8%
Produits de l'extraction	9,2%	1,5%	-2,2%	-2,0%	4,0%	2,6%	5,4%
Industries manufacturières	3,6%	4,8%	22,8%	3,0%	2,6%	3,6%	3,6%
Agroalimentaires	-16,0%	14,1%	35,0%	1,0%	3,2%	3,2%	3,2%
Industries textiles	40,0%	-4,8%	28,4%	5,0%	1,4%	4,3%	4,3%
Autres branches manufact.	-1,5%	5,8%	-0,4%	3,4%	3,4%	3,4%	3,4%
Electricité eau	-2,0%	9,9%	10,0%	10,0%	10,4%	10,4%	10,4%
Bâtiment, Travaux publics	-25,0%	10,0%	5,0%	5,6%	5,6%	5,6%	5,6%
Secteur tertiaire	-6,7%	8,9%	3,6%	7,3%	6,6%	6,6%	6,6%
Commerce	1,0%	8,0%	2,0%	9,8%	7,0%	7,0%	7,0%
Transport et télécommunication	0,0%	9,0%	4,0%	7,0%	8,8%	8,8%	8,8%
Autr. services march. non financiers	-35,0%	15,0%	3,0%	4,1%	3,9%	3,9%	3,9%
Services financiers	-10,0%	5,0%	3,0%	3,9%	4,1%	4,1%	4,1%
Services non marchands	-4,7%	7,4%	6,8%	7,6%	5,0%	5,0%	5,0%
Production imputée de services bancaires (marges d'intérêt)	-10,0%	3,0%	3,0%	8,9%	2,1%	3,3%	3,3%
PIB au coût des facteurs	0,1%	1,3%	7,6%	4,9%	5,5%	5,5%	5,6%
Taxes indirectes (moins subventions)	-1,1%	7,8%	5,5%	6,0%	6,0%	6,1%	6,4%
PIB aux prix du marché	0,0%	1,7%	7,2%	5,0%	5,5%	5,6%	5,7%
Source: Modèle MME_DNPD							

Source : MME_DNPD

Annexe 4: Tableau des opérations financières de l'Etat de 2012 à 2017

		2012	2013	2014	2015	2016	2017
					Prév	Prév	Prév
Total des recettes et dons		973,3	1 137,2	1 213,6	1 479,9	1 545,7	1 711,3
Recettes totales		960,3	951,2	1 056,0	1 256,6	1 318,2	1 465,4
Recettes budgétaires		860,8	842,7	939,2	1 082,0	1 205,0	1 343,0
Recettes fiscales		806,1	804,5	894,5	1 033,1	1 149,9	1 280,7
Impôts directs		263,2	258,1	324,0	355,3	387,6	419,8
Impôts indirects		542,9	546,4	570,5	677,8	762,3	860,9
TVA		286,5	325,7	335,1	325,3	475,7	721,3
TVA intérieure		115,0	122,1	136,5	160,6	179,6	206,7
TVA sur importations		171,5	203,6	198,6	164,6	296,1	514,6
Taxe intérieure sur produits pétroliers		25,3	23,6	27,8	16,4	18,2	13,4
Taxe sur les importations		100,5	111,8	115,5	119,6	134,4	153,3
Autres droits et taxes		140,6	146,9	153,9	179,3	200,2	230,0
Remboursement de taxes exonérées		-10,0	-1,5	-6,0	6,0	20,0	10,8
Recettes non fiscales		54,7	38,2	44,7	48,8	55,1	62,3
Recettes fonds spéc. et budgets annexes		99,5	108,5	116,8	105,0	113,2	122,4
Dons		13,0	186,0	157,5	223,2	227,5	245,9
Dons pour projets		8,6	56,6	61,6	122,7	106,7	115,6
Dons budgétaires		4,4	120,1	96,0	112,7	141,4	152,9
Dépenses et prêts nets		995,4	1 292,4	1 419,8	1 692,6	1 851,3	2 009,5
Dépenses budgétaires		898,7	1 190,1	1 308,4	1 522,9	1 743,1	1 892,1
Dépenses courantes		728,8	800,5	848,1	968,4	1 035,2	1 123,3
Salaires		291,1	290,8	313,4	371,6	402,4	436,6
Fonctionnaires		217,6	218,0	229,2	285,1	311,7	341,0
Contractuels (HIPC)		73,5	72,8	84,2	86,5	90,7	95,6
Biens et services		216,9	239,6	240,5	283,5	298,8	330,0
Matériel		78,3	82,7	96,0	105,7	111,5	119,3
Communication - énergie		28,8	27,8	29,7	33,2	35,0	37,1
Déplacements, entretien et carburants		29,5	30,2	37,4	46,0	52,6	60,5
Elections		3,3	38,8	9,5	17,0	6,0	38,8
Autres dépenses sur biens et services		77,0	60,1	67,9	81,6	93,8	74,4
Transferts et subventions		187,9	227,5	253,4	267,8	294,1	316,9
Bourses		14,6	15,1	14,4	17,0	18,3	19,0
Filet social		10,0	8,5	10,1	10,0	10,0	10,0
Subvention eau-énergie		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,7
Subvention secteur coton		28,4	28,2	34,5	28,2	28,4	30,0
Subvention CRM		15,8	16,3	21,8	26,7	31,5	51,3
Plans sociaux		27,0	57,5	42,0	20,0	20,0	20,0
Dépenses PAGE		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts et subventions		92,1	101,9	130,6	165,9	185,9	171,9
Intérêts dus		32,9	42,6	40,8	45,4	39,9	39,7
Dettes intérieures		15,0	24,2	23,6	11,0	11,0	11,0
FMI		0,0	0,0	0,0	1,1	0,9	0,7
BCEAO (avance stat. et BDM)		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres intérieurs		15,0	16,0	17,0	1,7	0,7	0,5
Dettes extérieures (DGDG et tir. fut.)		17,9	18,4	17,2	21,3	28,9	28,7
Dépenses en capital		169,9	389,6	460,3	678,5	707,9	769,0
Financement extérieur		31,5	161,0	190,5	389,4	435,2	442,4
Emprunts		22,9	92,5	193,4	190,3	248,3	425,0
Dons		8,6	56,6	61,6	122,7	106,7	115,6
Financement intérieur 1)		138,4	228,6	269,8	289,1	272,7	326,6
Dépenses fds.spéc. et budgets annexes		99,5	108,5	116,8	105,0	113,2	122,4
Prêts nets		0,0	-6,2	-5,4	-5,0	-5,0	-5,0
Solde budgétaire primaire (FMI) 2)		-3,6	-180,2	-173,3	-46,6	-97,9	-101,7
Solde global (engagements, hors dons)		-35,1	-341,2	-363,8	-436,0	-533,1	-544,1
Solde global (engagements)		-22,1	-155,2	-206,3	-212,8	-305,5	-298,2
Solde global (engagements)		-22,1	-155,2	-206,3	-212,8	-305,5	-298,2
Ajustement		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global (base caisse & hors dons)		-35,1	-341,2	-363,8	-436,0	-533,1	-544,1
Solde global (base caisse)		-22,1	-155,2	-206,3	-212,8	-305,5	-298,2
FINANCEMENT		22,1	155,2	206,3	212,8	305,5	298,2
Financement extérieur net		69,0	201,4	188,7	423,5	342,2	528,7
Emprunts		22,9	134,7	119,5	337,5	248,3	425,0
PASEP		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BDM		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Projets		22,9	92,5	193,4	190,3	248,3	425,0
Prêts budgétaires		0,0	42,2	-73,9	147,2	0,0	0,0
Amortissement (-)		-39,5	-41,2	-54,9	-62,1	-69,3	-78,9
Régulation dette/PPTE		6,6	25,5	14,2	23,9	24,7	24,8
Financement intérieur net		-46,9	-46,2	17,6	-210,6	-36,7	-230,5
bancaire (net)		74,1	-23,1	73,4	101,1	19,2	16,6
Position nette du Gouvernement		149,1	-46,1	14,6	125,4	19,2	16,6
Avance statutaire		-2,6	-0,7	0,0	-2,1	-2,1	-2,1
Tirages nets		5,4	23,0	7,7	-6,0	-6,0	-6,0
FMI rachats		-1,6	-2,2	-1,7	12,0	12,0	12,0
FMI achats		3,8	20,8	6,0	6,0	6,0	6,0
Autres postes (nets)		0,0	-68,4	6,9	133,5	27,3	24,7
Concours cons./Titrisation		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres financements monétaires		0,0	0,0	0,0	0,0	-1,0	-1,0
Avance CMDT		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes de privatisation		0,0	73,1	0,0	-11,7	0,0	1,0
Autres financements		-121,0	-96,2	-55,8	-300,0	-55,9	-248,1
Gap de financement Etat (+ = déficit)		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : MME_DNP

Annexe 5: Balance des paiements (mrd. FCFA) de 2012 à 2017

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
COMPTE COURANT	-139,6	-188,8	-434,9	-272,8	-344,0	-397,0
COMPTE COURANT (Hors Transferts Officiels)	-188,0	-814,1	-1079,0	-930,4	-660,1	-734,1
Biens	56,9	-126,5	-288,3	-142,3	-240,6	-313,4
Export	1532,0	1419,5	1333,1	1425,5	1489,5	1543,7
<i>or</i>	1065,6	964,5	856,9	398,2	434,6	433,0
<i>coton</i>	192,3	176,8	166,7	188,9	203,3	211,9
<i>animaux vivants</i>	58,7	31,1	38,8	33,7	35,3	37,2
<i>autres</i>	215,4	247,1	270,7	181,5	102,6	230,5
Import	-1475,1	-1546,1	-1619,4	-1567,8	-1730,1	-1857,1
<i>produits alimentaires</i>	-255,0	-231,6	-282,4	30,1	19,9	15,6
<i>textiles et cuirs</i>	-36,3	-39,9	-36,3	58,9	61,4	64,1
<i>produits chimiques</i>	-237,7	-263,0	-227,1	-256,1	-264,9	-273,8
<i>machines et véhicules</i>	-387,6	-501,8	-420,5	-518,6	-535,2	-548,1
<i>matériaux de construction</i>	-236,4	-240,6	-238,4	-226,3	-252,3	-269,9
<i>produits pétroliers</i>	-514,4	-434,3	-441,6	-346,5	-641,9	-854,0
<i>autres produits</i>	-131,7	165,1	26,9	-309,3	-48,8	32,2
Services (non facteurs)	-367,2	-854,1	-941,8	-955,8	-611,6	-637,9
<i>Crédit</i>	176,1	211,7	208,6	214,2	220,7	227,3
<i>Débit</i>	-543,3	-1065,9	-1150,4	-1170,0	-832,3	-865,2
Transport (net)	-342,1	-369,8	-369,8	-380,5	-375,2	-377,8
<i>Crédit</i>	1,3	5,3	0,0	2,9	1,4	2,1
<i>Débit</i>	-343,4	-375,1	-369,8	-383,4	-376,6	-380,0
<i>Alternative: Fret</i>	-305,8	-304,8	-303,8	-320,8	-328,8	-341,3
<i>Alternative: Autres transports</i>	0,0	0,0	0,0	-59,7	-46,4	-36,5
<i>Voyages</i>	20,3	21,3	22,3	23,6	25,0	26,4
<i>Services fournis/reçus par les Adm. Pub.</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Autres services</i>	-45,4	-505,6	-592,8	-598,9	-261,5	-286,5
Revenus (services facteurs)	-235,1	-213,7	-243,0	-254,6	-262,9	-274,6
<i>Rémunérations des salaires</i>	-1,5	-4,5	-4,5	-4,3	-4,4	-4,5
<i>Revenus des investissements</i>	-235,1	-209,2	-238,5	-266,9	-282,5	-297,3
<i>dont intérêts sur la dette publique extérieure</i>	-17,9	-20,0	0,0	26,4	28,9	28,7
Transferts courants	405,8	1000,5	1038,2	1079,9	771,1	828,9
<i>Administrations publiques</i>	48,4	625,4	644,1	214,7	141,4	152,9
<i>Aides budgétaires</i>	3,8	105,9	0,0	112,7	141,4	152,9
<i>Autres transferts publics</i>	54,7	519,5	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Autres secteurs</i>	376,8	556,3	199,0	865,2	629,7	676,0
COMPTE DE CAPITAL ET FINANCIER (BCEA)	58,4	103,9	122,7	284,6	357,8	413,9
COMPTE DE CAPITAL ET FINANCIER (FMI)	36,8	81,4	99,2	260,6	268,4	365,9
Compte de capital (net)	49,7	90,8	108,5	172,0	152,2	164,5
<i>dont dons projets</i>	9,2	56,6	61,6	122,7	106,7	115,6
Compte financier	8,7	13,2	14,3	112,6	205,6	249,4
Financier privé (net)	82,1	-63,5	-40,0	-73,3	-74,1	-14,0
<i>investissement direct (net)</i>	195,0	150,7	94,4	114,8	95,9	108,8
<i>investissement portfolio prive (net)</i>	5,2	-1,0	0,0	-1,1	-1,2	-1,3
<i>autres flux financiers privées</i>	-118,1	-213,2	-134,4	-187,0	-168,7	-121,5
Officiel (net)	-73,4	75,2	52,7	180,8	271,7	254,2
Officiel (net) FMI	-95,0	52,6	29,1	399,6	317,5	503,9
<i>Tirages</i>	-55,5	-86,7	45,0	337,5	248,3	425,0
<i>Budgétaires</i>	39,6	16,4	0,0	147,2	0,0	0,0
<i>Prêts-projets</i>	-95,1	-103,1	0,0	190,3	248,3	425,0
<i>Remboursements dûs sur dette publique</i>	-39,5	139,3	-15,9	62,1	69,3	78,9
<i>Financement exceptionnel</i>	21,6	22,6	23,6	23,9	24,7	24,8
<i>PPTTE et autres remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0	23,9	24,7	24,8
<i>rééchelonnements et moratoires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>variation des arriérés</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Financement à rechercher</i>	21,6	22,6	23,6	0,0	0,0	0,0
ERREURS ET OMISSIONS	0,2	5,8	130,6	0,0	0,0	0,0
BALANCE GLOBALE (BCEAO)	-81,0	-79,1	-181,6	11,9	13,8	16,9

Source : MME_DNPD

Annexe 6: Situation monétaire (mrd. FCFA) de 2012 à 2015

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Réal	Réal	Réal	Prév	Prév	Prév
Avoirs extérieurs nets	804,0	758,3	623,5	683,3	745,4	810,9
BCEAO	542,1	481,5	321,9	356,8	393,8	434,3
Banques commerciales	261,9	276,7	301,6	326,6	351,6	376,6
Avoirs intérieurs nets	914,0	1 087,1	1 353,5	1 522,0	1 673,1	1 850,0
Créances sur l'Etat, nettes	-161,9	-100,7	-86,1	15,0	34,2	50,8
Créances sur l'économie	1 099,2	1 228,3	1 458,2	1 525,6	1 657,5	1 817,8
Ressources = emplois	1 718,0	1 933,8	2 260,3	2 151,3	2 364,3	2 606,8
Masse Monétaire (M2)	1 718,0	1 845,4	1 977,0	2 205,4	2 418,4	2 660,8
Circulation fiduciaire	513,9	508,8	443,5	494,7	542,5	596,9
Dépôts à vue et à terme	1 204,2	1 336,6	1 533,5	1 710,7	1 876,0	2 064,0
Autres postes, nets	-23,2	-40,5	-18,6	-18,6	-18,6	-18,6
Ressources = emplois	1 694,8	1 731,9	1 876,9	2 186,8	2 399,9	2 642,3

Source : MME_DNPD